

RAPPORT ECONOMIQUE ET FINANCIER

- PROJET DE LOI DE FINANCES 2016 -



SYNTHESE DU RAPPORT ECONOMIQUE ET FINANCIER 2016	7
INTRODUCTION GENERALE	15
PREMIERE PARTIE : EVOLUTION ECONOMIQUE RECENTE.....	16
DEUXIEME PARTIE : SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE L'ANNEE 2015	23
I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	23
I.1- L'évolution de la situation économique dans les grandes zones	23
I.1.1- Les Etats-Unis d'Amérique.....	23
I.1.2- La Zone Euro.....	23
I.1.3- Le Japon	23
I.1.4- Les pays émergents et en développement.....	24
I.2- L'inflation et les taux de change	24
I.2.1- L'inflation dans le monde	24
I.2.2- Les taux de change	25
I.3- Les cours des matières premières.....	25
I.3.1- Les produits alimentaires	25
I.3.2. Les produits industriels.....	27
II.- LE CADRAGE DE L'ECONOMIE IVOIRIENNE EN 2015	28
II.1- La production agricole.....	29
II.2- La production minière et pétrolière.....	31
II.3- La production industrielle	32
II.4- La production et la consommation d'énergies commerciales	34

II.5- Les activités tertiaires	35
II.7- L'évolution des prix à la consommation.....	38
II.8- Les échanges extérieurs	38
II.9- Les finances publiques	39
II.10- La situation monétaire et le secteur boursier.....	40
II.10.1- La masse monétaire et ses contreparties.....	40
II.10.2- Le secteur boursier	41
II.11- Les estimations macroéconomiques pour l'année 2015	41
II.11.1- L'offre.....	42
II.11.1.1- Le secteur primaire.....	42
II.11.1.2- Le secteur secondaire	42
II.11.1.3- Le secteur tertiaire	43
II.11.2- La demande	43
II.11.3- Les prix	43
II.11.4- Les comptes extérieurs	43
II.9.7- La situation monétaire	44
III- LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES A FIN 2015	45
III.1- La situation de recouvrement des recettes globales et dons	45
III.1.1-Les recouvrements de recettes fiscales	45
III.1.2-Les recouvrements de recettes non fiscales	46
III.1.3-Les dons	46
III.2- L'exécution des dépenses totales et prêts nets	49
III.2.1- Les dépenses courantes.....	49
III.2.2-Les dépenses d'investissement.....	49
III.2.3- Les dépenses de sécurité	50
III.3- La dette publique	52

IV.- LA MISE EN ŒUVRE DES REFORMES EN 2015.....	54
TROISIEME PARTIE : PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES POUR 2016	55
I. LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES POUR L'ANNEE 2016	55
I.1- L'environnement économique international.....	55
I.2- L'environnement national.....	55
I.2.1- Du côté de l'offre.....	55
I.2.1.1- Le secteur primaire	56
I.2.1.2- Le secteur secondaire	56
I.2.1.3- Le secteur tertiaire	56
I.2.1.4- Les droits et taxes	56
I.2.1.5- Le secteur non marchand	56
I.2.2- Du côté de la demande.....	57
I.2.3.- La balance des paiements.....	57
I.2.4.- La situation monétaire	58
II. LES PERSPECTIVES DES FINANCES PUBLIQUES POUR L'ANNEE 2016	59
II.1- Les recettes totales et dons.....	59
II.1.1- Les recettes fiscales	59
II.1.2- Les recettes non fiscales	60
II.2- Les dons.....	60
II.3- Les dépenses publiques	60
II.3.1- Les dépenses courantes	60
II.3.2- Les dépenses d'investissement	61
II.4- La dette publique.....	61
CONCLUSION GENERALE	62

LISTE DESTABLEAUX

TABLEAU 1: REPARTITION DU PIB PAR SECTEUR D'ACTIVITES EN 2014.....	8
TABLEAU 2: REPARTITION DU PIB PAR SECTEUR D'ACTIVITES EN 2015.....	10
TABLEAU 3 : REPARTITION DU PIB PAR SECTEURS D'ACTIVITES EN 2016.....	11
TABLEAU 4 : MOBILISATION DE CONCOURS EXTERIEURS DE 2011 A 2016	13
TABLEAU 5 : CROISSANCE EN VOLUME DU PIB.....	24
TABLEAU 6: VARIATION DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION DANS LES PRINCIPAUX PAYS ET GRANDES ZONES (EN %).	25
TABLEAU 7: COURS DES MATIERES PREMIERES A FIN JUIN 2015	25
TABLEAU 8: PRINCIPALES HYPOTHESES DE L'AGRICULTURE D'EXPORTATION	42
TABLEAU 9: PRINCIPALES HYPOTHESES DE L'EXTRACTION MINIERE	42
TABLEAU 10: COMPARAISON DES PREVISIONS SECTORIELLES	43
TABLEAU 11: SITUATION MONETAIRE INTEGREE.....	45
TABLEAU 12: RECETTES FISCALES 2013 A 2016 PAR REGIES FINANCIERES (OPTIQUE TOFE).....	47
TABLEAU 13: RECETTES TOTALES ET DONS 2013 A 2016.....	48
TABLEAU 14: DEPENSES TOTALES DE L'ETAT 2013-2016	51
TABLEAU 15: SITUATION D'EXECUTION DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2015	53
TABLEAU 16: SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE REGLE 2013-2015.....	53
TABLEAU 17: COURS DES MATIERES PREMIERES DE 2014 A 2016	55
TABLEAU 18 : CADRAGE MACRO-ECONOMIQUE 2013-2016	57
TABLEAU 19 : BALANCE DES PAIEMENTS 2014-2016.....	58

LISTE DE GRAPHIQUES

FIGURE 1 : EVOLUTION DES COURS DU CAFE EN F CFA/KG	26
FIGURE 2 : EVOLUTION DES COURS DU CACAO EN F CFA/KG	26
FIGURE 3 : EVOLUTION DES COURS DU SUCRE ET DU RIZ F CFA/KG.....	26
FIGURE 4 : EVOLUTION DES COURS DE L’HUILE DE PALME EN FCFA/KG	27
FIGURE 5 : EVOLUTION DES COURS DU COTON	27
FIGURE 6 : EVOLUTION DES COURS DU PETROLE F CFA/BARIL.....	27
FIGURE 7 : EVOLUTION DES COURS DU CAOUTCHOUC EN FCFA/KG	28
FIGURE 8 : PRODUCTION DE CACAO (EN TONNES)	29
FIGURE 9 : PRODUCTION DE CAFE (EN TONNES)	29
FIGURE 10 : PRODUCTION DE SUCRE (EN TONNES).....	30
FIGURE 11 : PRODUCTION DE COTON (EN TONNES).....	30
FIGURE 12 : PRODUCTION D’ANACARDE (EN TONNES)	30
FIGURE 13 : PRODUCTION DE PETROLE BRUT (MILLIERS DE TONNES)	31
FIGURE 14 : PRODUCTION DE GAZ (MILLIONS DE M3)	31
FIGURE 15 : PRODUCTION DE L’OR (EN KILOGRAMMES).....	32
FIGURE 16 : INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	32
FIGURE 17 : INDICE DE PRODUCTION DU SECTEUR MANUFACTURIER.....	33
FIGURE 18 : INDICE DE PRODUCTION DES INDUSTRIES EXTRACTIVES	33
FIGURE 19 : EVOLUTION DE L’INDICE DU CHIFFRE D’AFFAIRES	35
FIGURE 20 : EVOLUTION DU TRAFIC GLOBAL DE MARCHANDISES DANS LE TRANSPORT MARITIME	37
FIGURE 21 : EVOLUTION DES EFFECTIFS DANS LE SECTEUR MODERNE.....	37
FIGURE 22 : TAUX D’INFLATION	38
FIGURE 23 : EVOLUTION DES PRINCIPAUX AGREGATS DU COMMERCE EXTERIEUR	39
FIGURE 24 : INDICATEURS DES FINANCES PUBLIQUES A FIN JUIN (EN MILLIARDS DE FCFA).....	39
FIGURE 25 : PRINCIPAUX AGREGATS MONETAIRES (EN MILLIARDS DE FCFA).....	41
FIGURE 26 : PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHE BOURSIER DE L’UEMOA	41

SYNTHESE DU RAPPORT ECONOMIQUE ET FINANCIER 2016

L'élaboration du Projet de Loi de Finances 2016 intervient dans un contexte régional et international marqué, certes, par une reprise de l'activité mondiale mais qui reste fragile, eu égard aux risques persistants en rapport avec la baisse des prix des produits de base. Cette fragilité est attribuable également au durcissement des conditions de financement extérieur, au rééquilibrage de l'économie chinoise, aux goulots d'étranglement structurels, ainsi qu'aux difficultés économiques liées à des facteurs géopolitiques, en particulier dans la Communauté des États indépendants et certains pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

Dans ce contexte, le Rapport Economique et Financier 2016 (REF 2016), au niveau de sa première partie, fait un rappel des performances économiques de 2014 tant au niveau international que national afin de montrer comment l'économie nationale a pu résister aux incertitudes de l'environnement international rythmé par l'effet croisé de la baisse des cours du pétrole et de la hausse du dollar.

La deuxième partie du REF 2016 se penche sur les principales évolutions de l'économie mondiale pour y déceler les termes dans lesquels se profilent les ruptures probables, les défis et les opportunités réelles qui pourraient influencer l'économie ivoirienne dans une perspective de rénovation et de durabilité de la croissance. Cette partie a également consisté en une présentation de la situation conjoncturelle nationale à mi-parcours et des estimations à fin 2015.

Enfin, la troisième partie du Rapport aborde les perspectives économiques et financières pour l'année 2016.

Rappel de la situation économique et financière en 2014

L'activité économique mondiale s'est dans l'ensemble affermie pour afficher une croissance de 3,4% comme en 2013, tirée par les pays émergents et en développement (4,6%) qui demeurent le moteur de la croissance mondiale. Cette évolution est soutenue, également, par l'accélération de la croissance des économies avancées qui ont enregistré une hausse du Pib réel de 1,8% contre une progression de 1,4% en 2013.

Les économies de la zone UEMOA ont réalisé un taux de croissance de 6% contre 5,9% en 2013 en lien avec le regain de dynamisme des secteurs agricole et industriel ainsi que les performances de la branche des Bâtiments et Travaux publics.

L'économie nationale, en 2014, a réalisé un taux de croissance de 8,5%, tirée principalement par la bonne performance du secteur primaire (12%) notamment l'agriculture vivrière qui a progressé de 18,7% après une hausse de 5,5% en 2013. Le secteur secondaire, malgré son ralentissement (3,7% contre 8,8% en 2013), est soutenu principalement par les BTP qui ont enregistré une hausse de 15,5%. Quant au tertiaire, avec une croissance de 10,2%, il a été marqué par une évolution globalement favorable de ses activités par rapport à 2013. Les droits et taxes ont crû de 6,9% en lien avec l'augmentation du volume d'exportation de cacao (+4,3%) et de noix de cajou (+19,9%), ainsi qu'une meilleure évolution des produits de consommation finale en volume.

Tableau 1: Répartition du PIB par secteur d'activités en 2014

	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Non Marchand	Droits et taxes	PIB Total
Croissance du PIB (%)	12,0	3,7	10,2	7,7	6,9	8,5
Pondération (%)	19,1	20,3	37,7	9,9	13,1	100
Contribution à la croissance du PIB	2,3	0,7	3,8	0,8	0,9	8,5

Source : MPMEF/DGE/DCPE

Cette dynamique de croissance est soutenue par une demande intérieure vigoureuse. En effet, la consommation finale s'est consolidée avec un taux de croissance de 10% contre 5,7% en 2013. Cette progression a été favorisée par la consolidation du pouvoir d'achat des ménages grâce, notamment, aux revalorisations salariales et à la maîtrise du niveau des prix à la consommation (l'inflation s'est affichée à 0,4%). De leur côté, les investissements ont enregistré une hausse de 16%, bénéficiant de l'amélioration des conditions de financement de l'économie nationale et la poursuite de l'exécution des principaux chantiers de l'Etat.

Pour ce qui est des échanges extérieurs, les exportations de biens et services ont enregistré une hausse de 4,1% contre 5,7% en 2013, de même que les importations (3,8%).

L'analyse des principaux agrégats des finances publiques en 2014 fait état de la poursuite de la consolidation budgétaire, comme en témoignent la dynamique des recettes et la maîtrise des dépenses.

Au niveau des recettes, il a été procédé à l'amélioration du recouvrement et à la mobilisation des dons pour la réalisation de

programmes de développement notamment au titre du financement des projets C2D. Les recettes totales et dons sont ainsi ressortis à 3 293,4 milliards en 2014, en hausse de 8,4% par rapport à 2013, représentant respectivement 2 982,4 milliards de recettes intérieures et 304 milliards de dons.

Les recettes fiscales, constituant la plupart des recettes intérieures, se sont établies à 2 573,3 milliards en hausse de 164,7 milliards (+6,8%) par rapport à 2013. Il en est ressorti une pression fiscale de 15,2%. Quant aux recettes non fiscales, elles ont atteint, en 2014, le niveau de 416,1 milliards contre 429,4 milliards un an plutôt, soit une baisse de 13,3 milliards en raison principalement des dividendes PETROCI non perçus.

Les dépenses publiques ont également été maîtrisées. Toutefois, elles ont connu une hausse de 8,4% par rapport à 2013 en raison des dépenses de personnel et d'investissements importants. En effet, les dépenses totales et prêts nets, exécutés à hauteur de 3 669,6 milliards au terme de l'année 2014 contre 3 385,9 milliards en 2013, sont marqués par une hausse à la fois des dépenses de personnel de 144,4 milliards et de celles des investissements de 60 milliards.

La progression des dépenses de personnel s'explique par les recrutements nouveaux, la gestion des reports de traitements salariaux de 2013 sur 2014, la prise en compte des revendications exprimées par les militaires au cours du dernier trimestre 2014 ainsi que la bonification de 2,5% de leur indemnité de risque dans le cadre de l'amélioration des salaires, en application de la stratégie de maîtrise de la masse salariale.

Grâce à ces actions, l'Etat est parvenu à maintenir le déficit budgétaire à 2,2% du PIB en 2014 comme en 2013 et ce, malgré

la persistance d'une conjoncture économique internationale perturbée. Pour couvrir ce déficit, le recours aux marchés sous régional et international a contribué à mobiliser 1 458,6 milliards contre 863,2 milliards en 2013.

Dans le même contexte, les échanges de la Côte d'Ivoire se sont soldés en 2014 par un excédent 226,2 milliards contre 2,6 milliards en 2013. Cette hausse significative a été possible grâce aux soldes positifs de l'ensemble des comptes de la balance de paiements.

En effet, la balance des transactions courantes a enregistré un excédent de 248,8 milliards contre un déficit de 208,8 milliards en 2013, en raison du dynamisme des exportations ivoiriennes. Les comptes de capital et financier ont également connu une hausse significative due à l'attractivité des investissements directs étrangers en liaison notamment avec l'accélération des réformes, l'amélioration du climat des affaires et l'accroissement des opportunités d'investissements dans les différents secteurs d'activité.

Au niveau de la situation monétaire, la liquidité de l'économie en 2014 s'est inscrite en hausse avec une masse monétaire atteignant 6 363,8 milliards (+16,1% par rapport à 2013). Cette hausse a confirmé le déroulement d'une intense activité au cours de l'année 2014. L'attractivité des investissements directs étrangers et la mobilisation sur les marchés financiers ont aussi contribué à l'augmentation des avoirs extérieurs nets de 226,2 milliards. Par ailleurs, malgré la dégradation de la position nette du Gouvernement, les crédits à l'économie ont progressé de 21,7%, pour se situer à 3°446,4 milliards en 2014.

S'agissant des différentes réformes structurelles, celles entamées dans le cadre du programme économique et financier 2012-2015 ont été poursuivies au cours de l'année 2014 dans les domaines des finances publiques, de la gouvernance, du secteur financier, des filières agricoles, du secteur énergie, et de l'environnement des affaires.

Estimations des performances économiques et financières en 2015

L'économie mondiale, en 2015, devrait croître de 3,3% contre une réalisation de 3,4% en 2014, en liaison avec une accélération progressive d'activités dans les pays avancés et un ralentissement dans les pays émergents et en développement.

Le produit intérieur brut de la zone UEMOA devrait enregistrer une hausse de 6% au même niveau que celui de 2014, tiré par la poursuite d'une croissance vigoureuse en Côte d'Ivoire.

L'économie nationale, en effet, maintiendrait sa dynamique de croissance entamée ces dernières années pour s'afficher à 9,5% en 2015, année marquant la fin du PND 2012-2015.

Au vu de l'évolution de la conjoncture à fin juin 2015, cette croissance reposerait essentiellement du côté de l'offre sur la vigueur des secteurs secondaire (+12,7%) et tertiaire (+9,5%).

En termes de diversification sectorielle, le secteur tertiaire contribuerait significativement à la croissance à hauteur de 3,6 points à la croissance du PIB cette année 2015 en liaison avec la vigueur du secteur secondaire à travers les services rendus aux entreprises, la bonne santé des services financiers et assurances, ainsi que des services immobiliers. En effet, le secteur secondaire

devrait se consolider principalement sous l'effet des BTP (28,3%) et de l'énergie (23,3%). Pour le secteur primaire, sa valeur ajoutée évoluerait de 7,4% bénéficiant de la consolidation de l'agriculture vivrière et de l'agriculture d'exportation.

Les droits et taxes nets de subventions contribueraient fortement à la croissance économique. En effet, ils progresseraient de 11,1%, grâce à une meilleure politique de recouvrement des recettes fiscales.

Tableau 2: Répartition du PIB par secteur d'activités en 2015

	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Non Marchand	Droits et taxes	PIB Total
Croissance du PIB (%)	7,4	12,7	9,5	4,9	11,1	9,5
Pondération (%)	19,7	19,4	38,2	9,8	12,9	100
Contribution à la croissance du PIB	1,5	2,5	3,6	0,5	1,4	9,5

Source : MPMEF/DGE/DCPE

Les éléments de la demande intérieure devraient contribuer fortement à la hausse du Pib réel. Il s'agit notamment de la consommation intérieure et de l'investissement projetés respectivement à 10,6% et 26,5%.

La hausse des importations (+11,3%) devrait confirmer la dynamique de la demande intérieure surtout au regard des besoins croissants en biens d'équipements et intermédiaires pour soutenir les importants investissements et la production de biens finaux.

Par ailleurs, cette stimulation de la demande ne devrait pas entraîner des tensions sur les prix. En effet, l'inflation serait contenue à 1,9% grâce à la poursuite de l'amélioration des circuits de distribution et des voies de dessertes agricoles.

Les choix arrêtés en matière de finances publiques pour 2015 conduiraient à creuser le déficit budgétaire à hauteur de 3,6% du PIB, en raison de l'effort soutenu en faveur de l'investissement public.

Les recettes totales et dons sont ainsi estimés à 3 903,5 milliards (20,7% du PIB) face à des dépenses de 4 579, 8 milliards (24,3% du PIB). La bonne performance des recettes projetée serait liée au dynamisme de l'activité économique et à un bon niveau de recouvrement des recettes fiscales qui passeraient de 2 573,3 milliards en 2014 à 2 934,4 milliards en 2015, soit un taux de pression fiscale de 15,5%.

La rationalisation des dépenses publiques continuerait d'être une priorité nationale en privilégiant les dépenses d'investissements qui représenteraient près de 30% de l'ensemble des dépenses en 2015.

Le financement du déficit budgétaire devrait se faire par le recours aux marchés monétaire et financier de l'UEMOA (489,3 milliards), à travers l'émission d'Eurobond (584,8 milliards), de Sukuk (150 milliards) ainsi que le soutien des PTFs par des appuis budgétaires estimés à 163,3 milliards.

Au niveau des échanges extérieurs, les soldes structurellement déficitaires des services et du revenu primaire ne devraient pas empêcher, à fin 2015, le solde global de la balance des paiements d'être excédentaire de 645,2 milliards de FCFA. Le solde positif

qu'afficherait le compte de capital serait dû à un accroissement des transferts de capital. Quant au compte financier, son solde négatif serait lié à la baisse des investissements directs étrangers et des investissements de portefeuille entrants.

Pour ce qui est des agrégats monétaires en 2015, les avoirs extérieurs nets et le crédit intérieur devraient respectivement augmenter de 645,2 milliards et 169,7 milliards, soit des hausses respectives de 36,2% et 3,4%. Ces évolutions induiraient une augmentation de la masse monétaire de 12,8%.

En matière de réformes structurelles, les pouvoirs publics envisageraient de poursuivre les actions engagées dans le cadre notamment de la réglementation des marchés publics, la facilitation des investissements et la poursuite de la réforme du secteur financier, l'assainissement des entreprises publiques et la création d'entreprises.

Perspectives économiques et financières pour l'année 2016

La croissance mondiale en 2016 serait de 3,8% contre une estimation de 3,3% en 2015. Cet affermissement de l'économie mondiale serait possible grâce au rebond de l'activité dans plusieurs pays en difficulté. Ainsi, les pays avancés devraient connaître une hausse de l'activité de 2,4% grâce notamment à l'accélération de la consommation et de l'investissement aux Etats-Unis et dans la zone Euro. La croissance monterait également à 4,7% après un ralentissement de 4,2% en 2015 dans les pays émergents et les pays en développement.

Au plan national, 2016 est l'année charnière du second PND 2016-2020. Le taux de croissance projeté est de 9,8%.

Les hypothèses de projection de cette croissance tablent, du côté de l'offre, sur un secteur secondaire en pleine expansion, qui afficherait une hausse de 15,7% en 2016 contre une estimation de 12,7% en 2015. Cette dynamique du secteur secondaire profiterait d'une part, des facilités issues du code des investissements, des Partenariats Publics Privés (PPP) et d'autre part, d'une hausse des demandes intérieure et extérieure. Les secteurs primaire et tertiaire devraient continuer à se consolider avec des croissances respectives de 5,2% et 9,5%.

Les composantes de la demande devraient poursuivre leur évolution positive grâce à l'affermissement des investissements (+16,7%) et la vigueur de la consommation finale (+8,6%). Cette stimulation de la demande induirait une hausse des importations de 12,5% pendant que les exportations se consolideraient (6,9%).

L'inflation serait contenue à 2,1% en liaison avec l'augmentation de l'offre de produits alimentaires, l'amélioration de l'approvisionnement des marchés et la poursuite de la politique de lutte contre la cherté de la vie.

Tableau 3 : Répartition du PIB par secteurs d'activités en 2016

	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Non Marchand	Droits et taxes	PIB Total
Croissance du PIB (%)	5,2	15,7	9,5	8,9	9,0	9,8
Pondération (%)	19,4	19,9	38,3	9,4	13,1	100
Contribution à la croissance du PIB	1,0	3,1	3,6	0,8	1,2	9,8

Source : MPMEF/DGE/DCPE

Les projections de la balance des paiements en 2016 tablent sur un solde global excédentaire de 300 milliards, en recul par rapport au niveau de 2015 (645,2 milliards), en raison de la dégradation du compte des transactions courantes (-333,3 milliards). Les soldes déficitaires des services et du revenu primaire devraient s'aggraver, en liaison avec la hausse des paiements dus aux non-résidents au titre du fret, des autres services et des revenus d'investissement. De même, le solde du revenu secondaire devrait se dégrader sous l'effet de l'augmentation des montants reversés aux instances sous-régionales au titre des prélèvements communautaires et de l'augmentation des transferts des migrants à destination de l'étranger.

Toutefois, le compte de capital devrait enregistrer un solde positif (218,6 milliards) sous l'effet des dons projets entrants. Quant aux opérations financières, elles enregistreraient un solde négatif (-414,7 milliards) en lien notamment avec les flux des investissements directs étrangers et des investissements de portefeuille entrants.

Au niveau de la situation monétaire, l'année 2016 serait marquée par un accroissement des avoirs extérieurs nets (+12,3%) et du crédit intérieur de 9,1%. La consolidation des avoirs extérieurs nets serait en relation notamment avec le rapatriement des recettes d'exportation et les afflux de capitaux étrangers sous forme de dons programmes et de dons projets. La masse monétaire évoluerait ainsi de 10,6% par rapport à fin 2015.

Les prévisions des finances publiques en 2016 tablent sur une amélioration du solde budgétaire global. En effet, le déficit du solde budgétaire serait de 3,4% contre 3,6% en 2015.

Les recettes totales et dons atteindraient 4 227,6 milliards contre une estimation de 3 903,5 milliards en 2015. Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils s'établiraient à 4 944,6 milliards en 2016 contre 4 579,8 milliards à exécuter en 2015, soit une hausse de 364,8 milliards. Cette évolution serait liée notamment à la prise en compte de la totalité de l'impact financier du déblocage des avancements indiciaires de l'ensemble des fonctionnaires et des importants investissements prévus pour la mise en œuvre de programmes tels que « l'école pour tous ».

En matière d'endettement, le Gouvernement continuera à privilégier les sources concessionnelles de financement. Cependant, pour la réalisation de certains investissements, une enveloppe de financement non concessionnel sera nécessaire. Toutefois, le Gouvernement entend s'assurer que tous les emprunts publics, y compris ceux non concessionnels soient contractés dans le cadre de la politique nationale d'endettement afin de préserver la viabilité de la dette et la soutenabilité des finances publiques.

En matière d'intégration sous régionale, en vue de tirer le meilleur profit de son appartenance à l'UEMOA et à la CEDEAO, le Gouvernement accordera une priorité aux réformes initiées par ces Institutions. A ce titre, il compte poursuivre ses efforts de mise en œuvre des diligences liées à la transition fiscale qui vise à orienter progressivement l'imposition vers la fiscalité intérieure au détriment de celle de porte. Cette disposition permettra notamment d'anticiper sur l'impact de la signature des Accords de Partenariats Economiques (APE) régionaux, dont le processus de négociation en cours implique fortement le Gouvernement.

Tableau 4 : Mobilisation de concours extérieurs de 2011 à 2016

En milliards F CFA	2011	2012	2013	2014	2015 est.	2016 prév.
1. Multilatéraux	274,2	111,5	103,7	152,5	169,3	55,0
Banque mondiale	82,5	10,0	31,3	45,8	85,9	55,0
Appui budgétaires	71,5	0,0	24,5	36,8	79,9	55,0
Dons programme	11,0	10,0	6,8	9,0	6,0	0,0
FMI	121,7	101,5	72,4	86,6	79,8	0,0
BAD	70,0	0,0	0,0	20,1	3,6	0,0
Appui budgétaires	70,0	0,0	0,0	9,70	3,6	0,0
Dons programme	0,0			10,4		
2. Bilatéraux	229,6	19,7	98,4	147,6	147,6	147,6
AFD (y/c CDD)	229,6	19,7	98,4	147,6	147,6	147,6
3. Autres	54,2	136,5	352,8	397,3	627,8	673,3
UEMOA	2,0	2,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons programme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons projets	21,9	51,5	96,2	137,0	222,9	218,5
Prêts projets	30,3	54,0	219,9	249,1	404,9	439,7
Union Européenne	0,0	28,8	36,7	11,2	0,0	15,1
TOTAL	558,0	267,7	555,0	554,9	944,7	875,9

Source : MPMEF/DGE/DCPE ; DGTCP

CONCLUSION

La pérennisation d'une croissance soutenue et génératrice d'emplois requiert le maintien des programmes d'investissement, notamment, en infrastructures économiques et sociales, lancés depuis 2012, avec une implication plus prononcée du secteur privé.

Ceci impose donc la continuité de plusieurs réformes structurantes, visant l'amélioration de la gouvernance et privilégiant la recherche de la performance dans la dépense publique.

Tenant compte de ces aspects, le Gouvernement, à travers la mise en œuvre des mesures du PND 2012-2015, a favorisé la réalisation d'une croissance de 8,5% en 2014 après 9,2% en 2013. Cette dynamique devrait se poursuivre en 2015 et 2016 pour avoir respectivement des taux de croissance de 9,5% et 9,8%.

L'effort budgétaire de l'Etat devrait se maintenir, appuyé par des réformes structurelles de grande envergure en matière d'optimisation des recettes et de rationalisation des dépenses. Ces efforts de maîtrise du déficit budgétaire permettraient de consolider la confiance des institutions internationales dans l'économie nationale comme en témoignent les concours financiers extérieurs et la réussite des interventions sur les marchés financiers. En effet, la réussite des émissions des bons de l'Etat sur les marchés financiers traduirait la confiance des investisseurs internationaux en la capacité de la Côte d'Ivoire à réaliser l'ambition de devenir un pays émergent à l'horizon 2020.

INTRODUCTION GENERALE

Le Rapport Economique et Financier a pour objet d'informer l'Assemblée Nationale de l'évolution récente de l'activité économique et financière et du cadre macroéconomique qui soutient le projet de budget.

Ce Rapport Economique et Financier de l'année 2016, qui s'articule autour de trois parties, donne un éclairage sur la situation économique et financière en 2014 et 2015 et les perspectives pour l'année 2016.

La première partie retrace l'évolution économique et financière de l'année 2014 marquée par les incertitudes liées à l'environnement international et la ferme détermination du Gouvernement à maintenir durablement la Côte d'Ivoire sur le sentier de la croissance.

La deuxième partie est consacrée à l'analyse de l'environnement économique international et national au cours du premier semestre 2015, caractérisé par la poursuite de la mise en œuvre du PND 2012-2015.

Enfin, dans la troisième partie du rapport, il est fait mention des perspectives économiques et financières pour l'année 2016.

PREMIERE PARTIE : EVOLUTION ECONOMIQUE RECENTE

L'économie mondiale en 2014 a connu une croissance de 3,4%, comme en 2013, soutenue par les pays émergents et en développement (4,6%) qui demeurent le moteur de la croissance mondiale. L'évolution de l'activité économique dans ces pays a été essentiellement portée par la Chine (+7,4%), l'Inde (+7,3%) et les pays de l'ASEAN¹ (+4,6%). Leur performance a été soutenue par l'amélioration de la demande des pays avancés malgré la baisse des cours des matières premières.

L'activité dans les pays avancés a rebondi en 2014 à 1,8% contre 1,4% en 2013. Celle-ci a été tirée par la vigueur de la croissance aux Etats unis (+2,4% contre +2,2% en 2013), au Royaume-Uni (+2,9% contre +1,7% en 2013) et au Canada (+2,4% contre 2,0% en 2013). En Afrique subsaharienne, l'activité a continué de progresser rapidement, soutenue par d'importants investissements publics dans les infrastructures, une vitalité du secteur des services et une abondante production agricole. La croissance pour en 2014 s'y est affichée à 5% contre 5,2% l'année précédente.

En 2014, le taux de croissance du PIB de la zone UEMOA a été de 6% contre 5,9% en 2013, en dépit de la fragilité de la reprise à l'échelle internationale. Cette évolution est soutenue par le regain de dynamisme des secteurs agricole et industriel ainsi que par les performances de la branche des Bâtiments et Travaux publics.

Au plan national, l'économie ivoirienne a évolué dans un environnement favorable marquée par la poursuite de la mise en œuvre du PND et de l'amélioration du climat des affaires. Ainsi, le Gouvernement a mis en œuvre de nouveaux codes attractifs et

respectant les normes internationales portant sur l'investissement, les mines et l'électricité. Par ailleurs, il a adopté des réformes visant (i) la facilitation de l'obtention des prêts par opérateurs économiques ; (ii) le renforcement de la protection des investisseurs en accroissant les droits des actionnaires détenant moins de 10% du capital social et en permettant aux actionnaires de demander réparation aux dirigeants dans certains cas ; (iii) la réduction des délais et des coûts de création d'entreprises et (iv) la facilitation des transferts de propriété. Aussi, le Gouvernement a-t-il poursuivi ses efforts en réduisant de façon substantielle la dette intérieure en vue d'améliorer la trésorerie des acteurs du secteur privé.

L'activité économique a également bénéficié de la prise de mesures visant l'amélioration du revenu ainsi que du retour progressif des agents de la Banque Africaine de Développement depuis le mois de juin 2014 qui consacre une fois de plus les efforts de repositionnement de la Côte d'Ivoire sur l'échiquier international. Grâce à toutes ces actions, le taux de croissance est ressorti à 8,5% à fin 2014.

Les réalisations de l'année 2014, comparées à celles de 2013 se présentent comme suit :

Le secteur primaire, en relation avec les réformes engagées en vue de l'amélioration des prix d'achat aux paysans de l'agriculture d'exportation et de l'organisation progressive des filières vivrières, a connu en 2014 une évolution significative de 12% grâce à la branche agriculture vivrière, élevage (+18,7%). L'ensemble des spéculations de cette branche ont connu des hausses importantes notamment le manioc qui est passé de 1% en 2013 à 74% pendant que le maïs et l'igname affichent des évolutions respectivement à 13,2% et 9,7%. Ces importants résultats s'expliquent entre autres

¹Association of Southeast Asian Nations (en français : Association des Nations de l'Asie du Sud-Est)

par la mise en œuvre d'un certain nombre de projets² agricoles, par une demande sous régionale (Ghana, Niger, Mali, Burkina) de produits vivriers ivoiriens (attiéké, maïs, manioc, banane plantain) et par la croissance des besoins en intrants au niveau national pour l'alimentation du bétail et de la volaille (maïs, manioc).

Le secteur secondaire, malgré son ralentissement (3,7% contre 8,8% en 2013) est soutenu principalement par les BTP (15,5%) et l'agroalimentaire (+8,6% en rapport avec le renforcement des capacités de production notamment dans la transformation du cacao et des huileries). La bonne tenue des BTP s'explique par la poursuite des chantiers publics entamés en 2012 et 2013 ; le démarrage de nouveaux projets notamment la réalisation de l'autoroute Abidjan-Bassam ; la construction des ponts de Béoumi sur le Bandama et le Kan ; la construction du pont de Bassawa ; la construction du barrage de Soubré ; le bitumage de la route Abobo-Kennedy-Clouetcha ; et la construction d'habitats sociaux). Quant aux produits pétroliers et à l'énergie, ils ont régressé respectivement de 2,8% et 8%. Ces baisses enregistrées sont du fait de la réduction des marges à l'exportation des produits pétroliers et du renchérissement des coûts de production de l'électricité. Les autres industries manufacturières ont évolué de 6,2% tirées principalement par les industries textiles, la fabrication d'ouvrages en métaux et la production de matériaux de construction.

² Les principaux projets sont : Projet de Réhabilitation Agricole et de Réduction de la Pauvreté (PRAREP), Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM), Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAPP), Promotion des Filières Agricoles et de la Biodiversité (PROFIAB), Projet d'Appui aux Infrastructures Agricoles dans la région de l'Indenié-Djuablin (PAIA-ID)

Le secteur tertiaire, avec une croissance de 10,2%, a été marqué par une évolution globalement favorable de ses activités par rapport à 2013. Les services, qui en général ont un processus de production court, ont connu des développements notables. Ainsi, la branche transport avec le renforcement du réseau routier, du parc autos et de la dotation de la flotte aérienne nationale en avions, a connu une évolution de 9,4% malgré la baisse du compartiment maritime (-1%). Au niveau du commerce, les activités se sont consolidées à 11,1%, attribuables à la reprise de la demande en rapport avec la nette amélioration du climat des affaires et des revenus des ménages (relèvement du SMIG, augmentation des salaires des fonctionnaires, création de nouveaux emplois, bonne campagne agricole). Quant aux télécommunications, elles ont continué de progresser (+3,5%) sous la houlette de l'Internet et du mobile-monnaie. Pour les autres services, notamment les services immobiliers, les services financiers et le tourisme-hôtellerie, ils ont connu des progrès importants liés à la situation sociopolitique stable et à l'amélioration de l'environnement des affaires. Ils ont donc enregistré une hausse de 12,6%.

Les droits et taxes ont augmenté de 6,9% en lien avec la hausse du volume d'exportation de cacao (+4,3%) et de noix de cajou (+19,9%), ainsi qu'une meilleure évolution des produits de consommation finale en volume.

Concernant la demande, la croissance a bénéficié de la bonne tenue de l'ensemble de ses composantes.

La consommation finale a connu une hausse de 10,0% contre 5,7% en 2013 liée notamment à la consommation des ménages (+9,8% en 2014 contre +7,4% en 2013) et à la reprise de la consommation publique (11,5% en 2014 contre -2,1% en 2013) en rapport avec la hausse des revenus agricoles notamment dans la filière café-cacao,

coton-anacarde où les revenus bruts ont augmenté respectivement de 17% et 9,4% en termes réels.

Les investissements se sont également accrus de 16%, tirés principalement par sa composante « privé » (27% contre 16,2% en 2013). L'investissement privé a en effet bénéficié du renouvellement et de l'accroissement par le secteur privé des outils de production notamment dans l'exploration minière et pétrolière d'une part et le développement des champs pétroliers et miniers d'autre part. L'investissement public n'a pas été en reste. Il a été surtout marqué par l'exécution des principaux chantiers de l'Etat. Le taux d'investissement en est ainsi ressorti à 16,1% du PIB en 2014, contre 14,6% en 2013.

La demande extérieure nette connaît une évolution positive. Les exportations de biens et services enregistrent une hausse de 4,1% contre 5,7% en 2013 sous l'impulsion de la demande mondiale des produits primaires et manufacturiers (café, cacao, coton, noix de cajou, huile de palme, produits pétroliers etc.). Les importations ont augmenté de 3,8% contre 5,8% en 2013, soutenues par les composantes biens intermédiaires et biens d'équipements, en raison du dynamisme de l'activité économique.

La situation des finances publiques est caractérisée en 2014 par une bonne tenue des recettes totales et dons par rapport à 2013 et une exécution des dépenses totales et prêts nets orientée principalement vers l'amélioration du cadre de vie des populations et le renforcement des bases de la croissance économique.

Les recettes totales et dons sont ressortis à 3 293,4 milliards de FCFA en 2014, en hausse de 8,4% par rapport à 2013. Ils sont composés de 2 989,4 milliards de recettes intérieures et de 304 milliards de dons.

Les recettes fiscales sont évaluées à 2 573,3 milliards en hausse de 164,7 milliards (+6,8%) par rapport à 2013. Cette évolution s'explique principalement par les recouvrements d'impôts en net progrès tels que le BIC hors pétrole (+15,6 milliards), les impôts sur revenus et salaires (+10,2 milliards), la TVA (+27,2 milliards), les taxes sur les produits pétroliers (+23,8 milliards) et les taxes à l'exportation (+26,1 milliards).

Par Régie Financière, les réalisations se présentent comme suit :

- ✓ DGI : 1 335,9 milliards (+40,1 milliards) ;
- ✓ DGD : 1 229,0 milliards (+123,3 milliards) ;
- ✓ Trésor : 8,3 milliards (+1,3 milliard).

Les recettes non fiscales se sont établies à 416,1 milliards contre 429,4 milliards un an plutôt, soit une moins-value de 13,3 milliards. Ce gap s'explique principalement par les dividendes PETROCI non perçus. Toutefois, la mise en œuvre de la réforme de sécurité sociale continue d'augmenter les cotisations qui ont atteint 340,7 milliards en 2014 contre 307,3 milliards en 2013, soit un surplus de 33,4 milliards.

Les dons ont été mobilisés à hauteur de 304 milliards contre 201,5 milliards en 2013, soit une augmentation de 102,5 milliards liée à l'évolution des dons programme (+61,8 milliards) en rapport avec la mobilisation de 147,6 milliards au titre du C2D en 2014 contre 98,4 milliards en 2013. Par ailleurs, les dons-projets, mobilisés à hauteur de 137 milliards concernent notamment le projet d'Urgence et de Réhabilitation du secteur Électricité et le Projet Renaissance des Infrastructures de Côte d'Ivoire financés par la Banque Mondiale.

Les dépenses totales et prêts nets ont exécutés à hauteur de 3 669,6 milliards au terme de l'année 2014 contre 3 385,9 milliards en 2013, soit une hausse de 284 milliards (8,4%). Dans le

détail, la hausse des dépenses s'explique principalement par :

- les dépenses de personnel, qui ont atteint 1 183,3 milliards sont en augmentation de 144,4 milliards par rapport à 2013. Elles ont été impactées par les recrutements nouveaux, la gestion des reports de traitements salariaux de 2013 sur 2014, la prise en compte des revendications exprimées par les militaires au cours du dernier trimestre 2014 ainsi que par la bonification de 2,5% de leur indemnité de risque dans le cadre de l'amélioration des salaires, en application de la stratégie de maîtrise de la masse salariale ;
- les dépenses d'investissements se sont situées à 994,2 milliards contre 934,2 milliards en 2013. Elles enregistrent une hausse de 60 milliards (+6,4%) en lien avec l'amélioration de la procédure d'exécution des projets notamment ceux financés sur ressources C2D. Les projets d'investissement financés sur ressources extérieures ont été exécutés à hauteur de 386,1 milliards contre 316,2 milliards répartis comme suit :
 - 249,1 milliards au titre des prêts projets et concernant principalement l'exploitation du champ captant de Bonoua (53 milliards) ; l'aménagement du barrage hydro-électrique de Soubré (49,6 milliards) ;
 - et 137 milliards pour les dons projets affectés constitués majoritairement de ressources C2D.

Les dépenses liées à la sortie de crise et aux élections se sont hissées à 62,2 milliards dont 53,2 milliards financés par les ressources intérieures et 9 milliards par la Banque Mondiale au titre du Programme d'Assistance post-Crise. Les dépenses financées sur les ressources intérieures concernent les activités de l'Autorité de Désarmement, Démobilisation et de Réintégration (34,3 milliards), du Conseil National de Sécurité (12,6 milliards), et la rémunération de l'opérateur SAGEM (6,0 milliards).

Au total, le déficit budgétaire pour l'année 2014 s'est établi à 376,2 milliards, soit 2,2% du PIB. La couverture de ce déficit a été assurée par les ressources mobilisées sur les marchés monétaire et financier sous régionaux et international, ainsi que les concours extérieurs.

Concernant les opérations de financement, le recours aux marchés sous régional et international a contribué à mobiliser 1 458,6 milliards contre 863,2 milliards en 2013. Les différents titres émis sur ces marchés comprennent 324,5 milliards d'emprunts obligataires, 592,9 milliards d'obligations du Trésor, 184,2 milliards de bons du Trésor et 357 milliards de titres Eurobonds mobilisés dans des conditions très favorables.

Dans le cadre du suivi du programme économique et financier, tous les critères de performance et les repères indicatifs à fin 2014 ont été respectés à l'exception du repère relatif au plancher des recettes fiscales. Malgré la contreperformance enregistrée sur les recettes fiscales, l'objectif du solde primaire de base a été atteint grâce à une bonne régulation budgétaire. Les avances de trésorerie telles que définies dans le protocole d'accord technique sont ressorties à 112,4 milliards contre un plafond de 124,5 milliards. L'exécution budgétaire s'est achevée sur un niveau de dette flottante maîtrisé de 201,7 milliards. S'agissant des restes à payer sur les exercices 2013 et antérieurs, les efforts du Gouvernement ont permis d'apurer 354,1 milliards conduisant à une réduction nette des exigibles de 152,3 milliards pour un objectif plancher de 110 milliards.

La balance des paiements a enregistré un solde global positif. En effet, les échanges extérieurs de la Côte d'Ivoire se sont soldés en 2014 par un excédent de 226,2 milliards contre 2,6 milliards en 2013, en liaison avec l'amélioration de l'ensemble des différents comptes.

La balance des transactions courantes a enregistré un excédent de 248,8 milliards contre un déficit de 208,8 milliards en 2013. Cet excédent est à mettre au bénéfice de la forte amélioration du solde commercial passant de 1 479,2 milliards en 2013 à 1 911,7 milliards en 2014. Cette amélioration du solde commercial s'explique par une augmentation en valeur des exportations (+363,8 milliards ; +6,1%) et une légère baisse des importations (-68,8 milliards ; -1,5%). Ces évolutions ont notamment été affectées par une hausse significative des prix à l'exportation comparativement à l'importation, induisant une amélioration des termes de l'échange de 3,5%. Aussi, en volume, la dynamique des exportations est plus soutenue que celle des importations.

Le compte de capital a enregistré un excédent de 137 milliards en 2014 en rapport avec les autres transferts de capital notamment les dons-projets dont le pays a bénéficié.

Le compte d'opérations financières a connu un accroissement des engagements extérieurs de 159,6 milliards en 2014 du fait de l'afflux des investissements directs ou de portefeuille étrangers à la faveur de l'amélioration de l'environnement des affaires.

La situation monétaire en 2014 a été marquée par une augmentation de la masse monétaire atteignant le niveau de 6 363,8 milliards (+16,1%), impulsée par la hausse du crédit intérieur net et des avoirs extérieurs nets. Cette situation dénote d'une intense activité économique.

Les avoirs extérieurs nets enregistrent une augmentation de 226,2 milliards pour se situer à 1 784,7 milliards en 2014 grâce à l'afflux d'investissements directs étrangers, la mobilisation des ressources de l'eurobond et au rapatriement des recettes d'exportation.

Les crédits à l'économie ont progressé de 21,7%, pour se situer à 3 446,4 milliards en 2014, en liaison avec l'amélioration du climat des affaires et la confiance des acteurs économiques. L'augmentation des crédits à l'économie est surtout due à la hausse des crédits de court et de moyen termes octroyés aux entreprises et aux ménages. Par ailleurs, les crédits alloués aux campagnes agricoles sont également en hausse.

La position nette du Gouvernement s'est dégradée en s'établissant à 1 490,3 milliards en 2014 contre 1 306,6 milliards en 2013. Cette détérioration de l'ordre de 14,1% est due à l'accroissement des concours bancaires plus important que la progression des dépôts de l'Etat auprès du système bancaire.

Les réformes structurelles, initiées dans le cadre de la mise en œuvre du PND 2012-2015 en vue de redresser l'économie, ont été poursuivies au cours de l'année 2014. Ces réformes ont concerné les domaines des finances publiques, de la gouvernance, du secteur financier, des filières agricoles, du secteur énergie, et de l'environnement des affaires.

Au niveau des finances publiques, les réformes ont concerné l'amélioration des marchés publics, la poursuite des efforts d'optimisation des recettes et de rationalisation des dépenses publiques.

Ainsi, un cadre réglementaire pour le suivi et l'encadrement des délais de passation des marchés publics a été mise en place et renforcé en mai 2014. Ce cadre renforce les aménagements et assouplissements apportés au système en réduisant les procédures de passation des marchés dans un délai maximum de quatre-vingt-huit (88) jours. Le délai moyen de passation de marché allant de l'examen des dossiers d'appel d'offres jusqu'à l'approbation des marchés est passé de 322 jours à fin 2013 à 126 jours à fin 2014.

Par ailleurs, le recours aux marchés de gré à gré a fortement diminué et un audit du stock des marchés publics passés entre 1993 et 2012 a été lancé en décembre 2014.

Pour ce qui est de l'optimisation du potentiel fiscal, le Gouvernement a revu l'organisation de la Direction des Grandes Entreprises, qui se consacre désormais aux contribuables ayant un chiffre d'affaires supérieur à 3 milliards. Le Gouvernement a également mis en place deux Centres des Moyennes Entreprises qui ont commencé leurs activités depuis juillet 2014 afin d'améliorer la prise en charge et le suivi des contribuables ayant un chiffre d'affaires compris entre 400 millions et 3 milliards. De même, le Gouvernement a instauré un cadre d'échanges automatique de données entre les services des impôts et ceux des douanes. Ainsi, en ce qui concerne les recettes douanières, le Gouvernement a procédé au démarrage des opérations de dédouanement aux postes frontières pour les marchandises hors UEMOA et à l'apurement des fichiers des opérateurs bénéficiant de régimes économiques au-delà des délais réglementaires.

Les Lois organiques portant Loi des Finances et code de transparence dans le cadre de la transposition des Directives communautaires dans le droit national ont été adoptées en juin 2014. En outre, le Gouvernement a mis en place un Comité de suivi des délais d'exécution des dépenses faisant ainsi passer l'apposition du visa des ordonnancements par les Contrôleurs financiers de 8 jours ouvrés en 2013 à 5 jours en 2014.

S'agissant de la dette, le projet de Stratégie de Gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT 2013-2017) suivant les standards internationaux a été adopté le 19 décembre 2013 en Conseil des Ministres. Il a été mis en cohérence avec l'Analyse de la Viabilité de la Dette (AVD) actualisée à fin octobre 2013 avec l'appui technique du FMI.

En vue de l'amélioration du climat des affaires, le Gouvernement a pris les mesures notamment pour abaisser les coûts, simplifier les procédures et réduire les délais de l'ensemble des indicateurs du « doing business ». De façon spécifique, ces mesures ont principalement concerné les réductions des coûts fiscaux de création d'entreprise, de délai d'octroi de permis de construire et du délai de rédaction de l'acte notarié en cas de transfert de capital. De même, pour l'obtention de prêts, un cadre juridique de la création, de l'agrément, de l'organisation et la supervision des Bureaux d'Information sur le Crédit chargé de recueillir les données sur le crédit et le suivi des emprunteurs a été adopté. Le Gouvernement a également établi et renforcé progressivement un dispositif légal et institutionnel pour la promotion des investissements et l'accompagnement des Petites et Moyennes Entreprises (PME).

Dans l'énergie, l'équilibre financier du secteur électricité est demeuré une priorité. Les résultats de la mise en œuvre de la stratégie de réduction du déficit de ce secteur ont permis une amélioration significative de sa situation d'exploitation. Cependant, l'utilisation plus importante que prévue du combustible HVO, pour satisfaire la demande nationale d'électricité a occasionné des charges supplémentaires. L'Etat a consenti, à cet égard, un soutien complémentaire au secteur à hauteur de 19,7 milliards.

Pour ce qui est du secteur financier, le Gouvernement a mis en place un Comité de Développement du Secteur Financier (CODESFI) chargé de conduire les réflexions sur l'amélioration du cadre de financement des acteurs économiques nationaux. Ce comité a procédé notamment à l'élaboration d'une Stratégie de Développement du Secteur Financier (SDSF), avec l'appui de l'initiative FIRST. La Stratégie a été adoptée en début d'année 2014. Elle a pour objectifs de faciliter l'accès aux services

financiers et de résoudre les difficultés d'ordre juridique et judiciaire auxquelles les institutions financières sont confrontées dans leur fonctionnement.

Pour sa mise en œuvre, le Gouvernement a adopté un Programme de Développement du Secteur Financier dénommé PDESFI. Ce programme prend en compte le plan d'actions de la stratégie de développement du secteur financier ainsi que la conception et le suivi de l'exécution de projets d'appui et de développement de la finance inclusive, le programme de développement du crédit-bail et de tous les programmes relatifs à l'appui et au développement du secteur financier.

Certaines activités prises en compte dans la stratégie sont menées notamment sur l'assainissement du secteur de la microfinance. Ainsi, le secteur de la microfinance a enregistré une amélioration des fonds propres passant de -10,9 milliards en 2013 à -3,3 milliards en 2014 avec à la clé, la hausse du volume de crédit de 39,2% aux ménages et aux PME.

Concernant le plan de restructuration des banques publiques, les avancées concernent notamment la liquidation de la BFA en décembre 2014.

La mise en œuvre de la politique sociale du Gouvernement a enfin été renforcée. En effet, s'agissant du projet de réalisation des logements sociaux, les premières cités ont été achevées. Pour la promotion du genre, le Fonds d'Appui aux Femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI), qui a bénéficié d'un budget de 1,5 milliard avec un concours du secteur privé à hauteur de 500 millions, a mis l'emphase sur l'intérieur du pays afin de toucher notamment les femmes en milieu rural. Relativement à l'éducation, le Gouvernement a maintenu son engagement pour un meilleur accès des enfants à l'école surtout les jeunes filles. Au niveau de la santé, dans le cadre de la prévention contre la maladie à virus Ebola, bien qu'aucun cas n'ait été relevé en Côte d'Ivoire, un plan de contingence d'un montant de 57,1 milliards, tenant compte de l'évolution de la situation épidémiologique dans la sous-région, a été adopté.

I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

La croissance de l'économie mondiale en 2015 augmenterait de 3,3% contre une réalisation de 3,4% en 2014. Cette évolution serait liée à une accélération progressive d'activités dans les pays avancés et un ralentissement dans les pays émergents et en développement.

I.1- L'évolution de la situation économique dans les grandes zones

I.1.1- Les Etats-Unis d'Amérique

Après un premier trimestre marqué par une moindre performance en rapport avec les effets néfastes d'un hiver rigoureux, la croissance s'est accélérée aux **Etats-Unis** au deuxième trimestre 2015 (+0,6% après +0,2% le trimestre précédent) grâce à une consommation robuste des ménages (+2,9%), soutenue par la baisse du chômage, une progression des exportations de 5,3% et des signes de solidité de l'immobilier au printemps (+6,5%). Malgré cette belle performance, l'investissement des entreprises (dépenses de logiciels, recherche-développement et équipements) a baissé de 0,6% après une hausse de 1,6% au premier trimestre. Dans le même temps, la situation dans le secteur pétrolier s'est aggravée, avec une chute de 68% des investissements au deuxième trimestre. Ainsi, pour l'ensemble de l'année 2015, une croissance de +2,5% est projetée.

I.1.2- La Zone Euro

Dans la **zone euro**, l'activité économique conserverait au deuxième trimestre 2015 son rythme de croissance amorcé au premier

trimestre (+0,4%), grâce au soutien de la demande intérieure. La production serait principalement tirée par une consommation robuste des ménages (+0,4%), ainsi que par une accélération de l'investissement productif (+0,9%). La situation sur le marché du travail devrait progressivement s'améliorer par une légère baisse du taux de chômage. L'inflation quant à elle devrait augmenter légèrement à + 0,2% au deuxième trimestre 2015. La combinaison de ces facteurs devrait favoriser la réalisation d'un taux de croissance de l'économie de la zone de 1,5% en 2015 après 0,8% en 2014.

En France, le PIB est resté stable (0,0%) au deuxième trimestre 2015 après une hausse de 0,7% au premier trimestre. Cette évolution est en lien avec le ralentissement des dépenses de consommation des ménages (+0,1% après +0,9%) et le fléchissement de la formation brute du capital fixe total (-0,3% après 0,0%). Le solde extérieur, quant à lui, évolue positivement grâce à une accélération des exportations (+1,7%) nettement plus forte que celle des importations (+0,6%), contribuant ainsi positivement à l'évolution du PIB (+0,3 point, après -0,3 point). Selon le FMI, la croissance annuelle serait de +1,2% en 2015, en nette amélioration par rapport au +0,2% enregistré en 2014.

I.1.3- Le Japon

Au Japon, une reprise de l'activité économique devrait être constatée, soutenue par la baisse des prix du pétrole, le maintien d'une politique monétaire accommodante et l'affaiblissement du yen pour soutenir les exportations. L'économie bénéficierait également du report de la seconde hausse de la TVA initialement prévue pour

octobre 2015. Au total, le PIB devrait croître de 0,8% en 2015, en légère hausse par rapport à 2014 (-0,1%).

I.1.4- Les pays émergents et en développement

La croissance dans les **pays émergents et en développement** pourrait se situer à 4,2% en 2015 contre 4,6% en 2014. Ce ralentissement est en rapport avec la baisse des prix des produits de base et le durcissement des conditions de financement extérieur, surtout pour l'Amérique latine et les pays exportateurs de pétrole, au rééquilibrage de l'économie chinoise, aux goulots d'étranglement structurels, ainsi qu'aux difficultés économiques liées à des facteurs géopolitiques, en particulier dans la Communauté des États indépendants et certains pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

En Chine, le PIB a enregistré une croissance de +1,3 % au premier trimestre 2015, après une progression de 1,5 % le trimestre précédent. Ce niveau est en lien avec l'accélération de la production industrielle, la progression des exportations et la confirmation de la reprise du marché immobilier. Les perspectives s'avèrent toutefois modérées avec une croissance attendue de +6,8% en 2015 après 7,4% enregistrée en 2014.

La zone UEMOA continuerait d'enregistrer de bonnes performances économiques grâce au maintien d'une activité soutenue en cette année 2015. Le produit intérieur brut de l'Union croîtrait de 6,0 % au même niveau que celui enregistré en 2014. Cette évolution favorable devrait être liée à la poursuite d'une croissance vigoureuse en Côte d'Ivoire, à une campagne agricole favorable dans de nombreux pays et à la bonne tenue du secteur industriel et des services marchands.

Tableau 5 : Croissance en volume du PIB

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Monde	0	5,4	4,1	3,4	3,4	3,4	3,3
Economies avancées	-3,4	3,1	1,6	1,2	1,4	1,8	2,1
Etats-Unis	-2,8	2,5	1,6	2,3	2,2	2,4	2,5
Zone Euro	-4,5	1,9	1,6	-0,7	-0,4	0,8	1,5
Allemagne	-5,1	3,9	3,4	0,9	0,2	1,6	1,6
France	-2,9	2	2,1	0,3	0,7	0,2	1,2
Japon	-5,5	4,7	-0,5	1,4	1,6	-0,1	0,8
Chine	9,2	10,3	9,3	7,7	7,7	7,4	6,8
Inde	5,7	10,1	6,3	4,7	6,9	7,3	7,5
Royaume-Uni	-5,2	1,7	1,1	0,3	1,7	2,9	2,4
Brésil	-0,6	7,5	2,7	1	2,7	0,1	-1,5
Afrique Subsaharienne	2,6	5,6	5,5	4,9	5,2	5	4,4
Côte d'Ivoire	3,3	2	-4,4	10,7	9,2	8,5	9,5

Sources: WEO juillet 2015(FMI), DGE (DCPE)

I.2- L'inflation et les taux de change

I.2.1- L'inflation dans le monde

L'inflation mondiale devrait rester modérée en 2015, du fait d'un affaiblissement de la demande intérieure dans plusieurs pays émergents et de la baisse généralisée des cours des matières premières. Au niveau des pays avancés, l'inflation se situerait à 0,8%. Par ailleurs, dans certains pays émergents la hausse des prix attendue en 2015 pourrait être inquiétante notamment au Brésil (+9,3%).

Tableau 6: Variation de l'indice des prix à la consommation dans les principaux pays et grandes zones (en %).

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (p)
Chine	5,9	-0,7	3,3	5,4	2,6	2,6	1,5	1,7
Brésil	5,7	4,9	5,0	6,6	5,4	6,2	6,4	9,3
Pays avancés	3,4%	0,1	1,5	2,7	2,0	1,4	1,4	0,0
Etats-Unis	3,8	-0,3	1,6	3,1	2,1	1,5	1,2	0,8
Japon	1,4	-1,3	-0,7	-0,3	0,0	0,4	2,4	0,5
Zone Euro	3,3	0,3	1,6	2,7	2,5	1,3	-0,2	0,4
Afrique Subsaharienne	13,0	9,7	7,5	9,4	9,0	6,3	6,1	
Côte d'Ivoire	6,3	1,0	1,8	4,9	1,3	2,6	0,4	1,9

Sources : WEO juillet 2015(FMI), DGE(DCPE)

I.2.2- Les taux de change

Le marché des changes est caractérisé par la dépréciation de l'euro par rapport aux principales monnaies. Ainsi, sur le premier semestre 2015, l'euro a perdu 18,6% de sa valeur par rapport au dollar américain, 17,9% par rapport au yuan renminbi, 9,4% par rapport au rand sud-africain, 10,8% par rapport à la livre sterling et 4,4% par rapport au yen. Cette dépréciation de la monnaie européenne s'explique par la décision de la Banque Centrale Européenne (BCE), en janvier 2015, d'assouplir sa politique monétaire en baissant le principal taux directeur de 0,25% à 0,15%, dans l'optique de stimuler le crédit et les exportations.

I.3- Les cours des matières premières

Le marché des matières premières serait marqué en 2015 par une baisse généralisée des cours des principaux produits. En moyenne sur les six premiers mois de l'année en cours. L'indice Moody's des matières premières se contracte de 12,2%.

Tableau 7: Cours des matières premières à fin juin 2015

	en Francs CFA / unité de mesure			en Dollar américain / unité de mesure		
	6 mois 2014	6 mois 2014	Var. 15/14	6 mois 2014	6 mois 2015	Var. 15/14
PRODUITS ALIMENTAIRES						
Café	1 107	1 206	9,0%	2,31	2,05	-11,3%
Cacao	1 445	1 760	21,8%	3,02	2,99	-0,9%
Huile de palme	385	361	-6,2%	0,80	0,61	-23,7%
Sucre	177	172	-3,0%	0,37	0,29	-21,0%
Riz	203	232	13,9%	0,43	0,39	-7,3%
MATIERES INDUSTRIELLES						
Coton	985	916	-7,0%	2,06	1,56	-24,4%
Or	617 960	708 966	14,7%	1 291,17	1 205,73	-6,6%
Pétrole brut	52 112	34 196	-34,4%	108,87	58,07	-46,7%

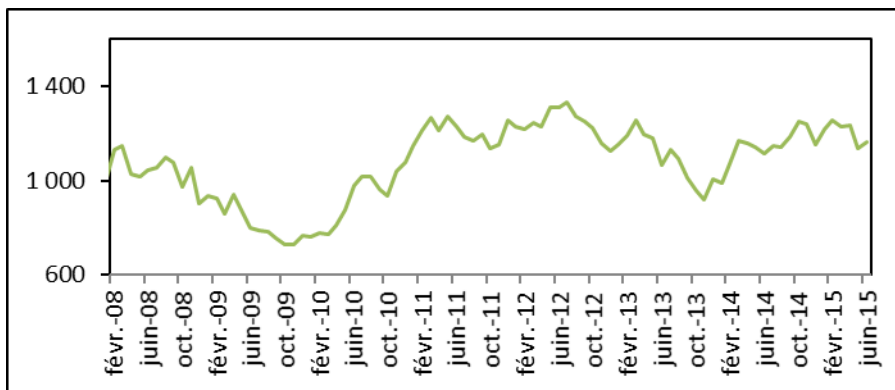
Sources : Produitdoc, INSEE, DGE(DCPE)

I.3.1- Les produits alimentaires

Au premier semestre 2015, les cours, en monnaie locale, des principales cultures d'exportation ressortent en accroissement par rapport à la période correspondante de 2014, excepté l'huile de palme (-6,2%).

Les cours du café robusta ressortent en hausse de 9,0%. A fin juin 2015, ils s'établissent en moyenne à 1206 FCFA/Kg contre 1107 FCFA/Kg au premier semestre de 2014.

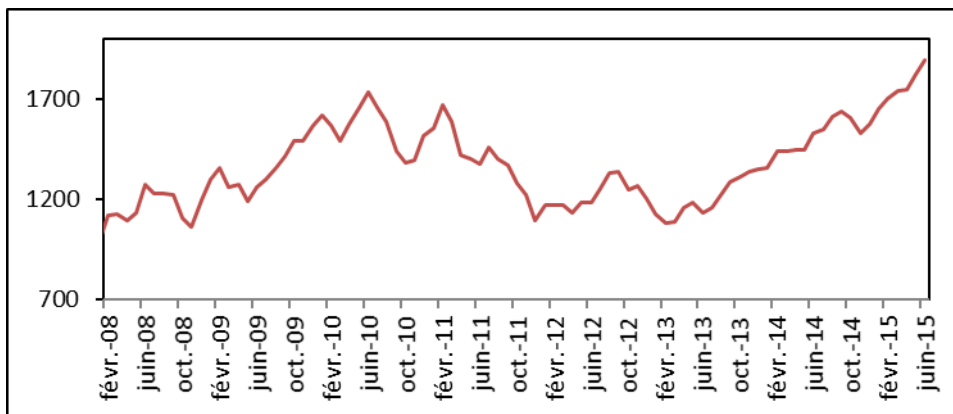
Figure 1 : Evolution des cours du café en F CFA/kg



Sources : Produitdoc, DGE /DCPE

Les cours du cacao en franc CFA bénéficient de l'appréciation du dollar. Ils connaissent, en moyenne sur le premier semestre 2015, une hausse de 21,8% comparé au semestre correspondant de 2014, alors que les cours en dollar reculent de 0,9%. Les cours du cacao s'établissent en moyenne à 1 760 FCFA/Kg sur la période sous revue contre 1 445 F CFA un an plus tôt.

Figure 2 : Evolution des cours du cacao en F CFA/kg

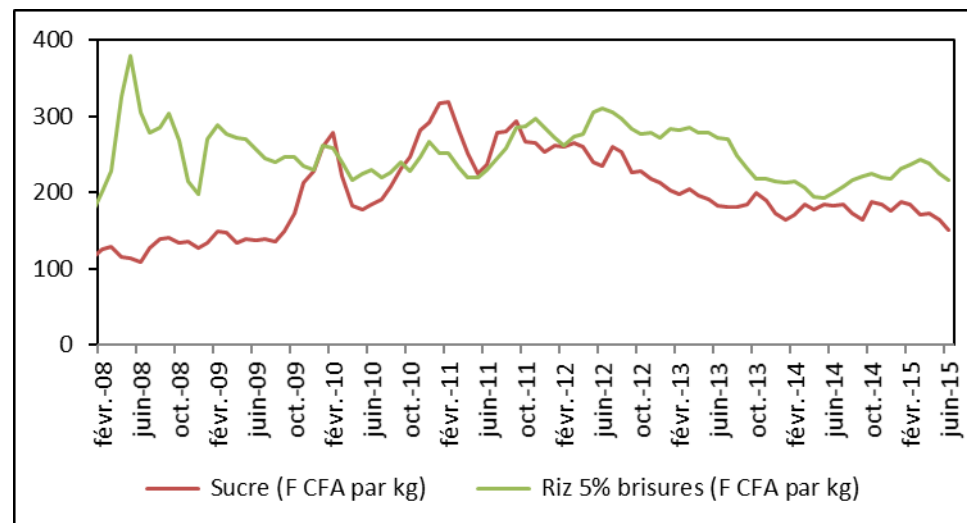


Sources : Produitdoc, DGE/DCPE

Sur le marché du sucre, les cours moyens sont ressortis en baisse de 3%, pour se fixer à 172 FCFA/Kg au terme du premier semestre de 2015. Cette situation est la résultante d'une offre abondante sur le marché mondial.

Les cours du riz de variété 5% brisures se sont inscrits en moyenne à 232 FCFA/Kg sur les six premiers mois de 2015, en progression de 13,9% attribuable à une faible progression de la production mondiale.

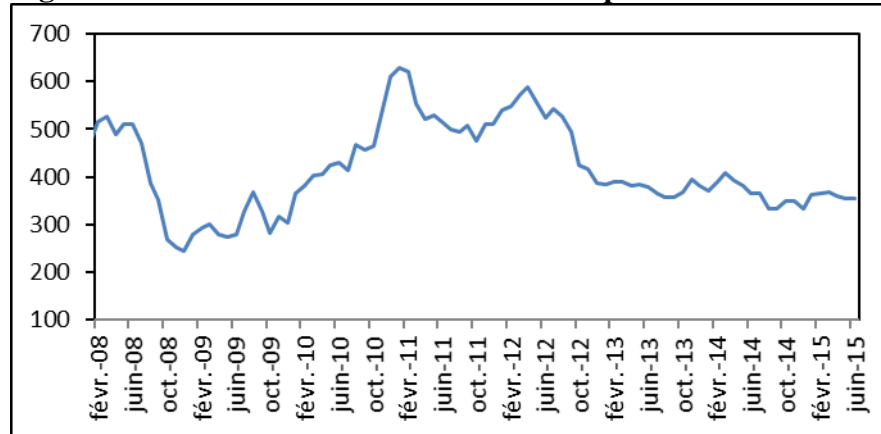
Figure 3 : Evolution des cours du sucre et du riz F CFA/kg



Sources : Produitdoc, DGE/DCPE

Sur le marché de l'huile de palme, les cours accusent un repli de 6,2% pour s'établir en moyenne à 361 FCFA/Kg. Cette évolution résulte de l'atonie de la demande en lien avec la réduction de la consommation chinoise et la concurrence du soja sur le marché international.

Figure 4 : Evolution des cours de l'huile de palme en FCFA/KG



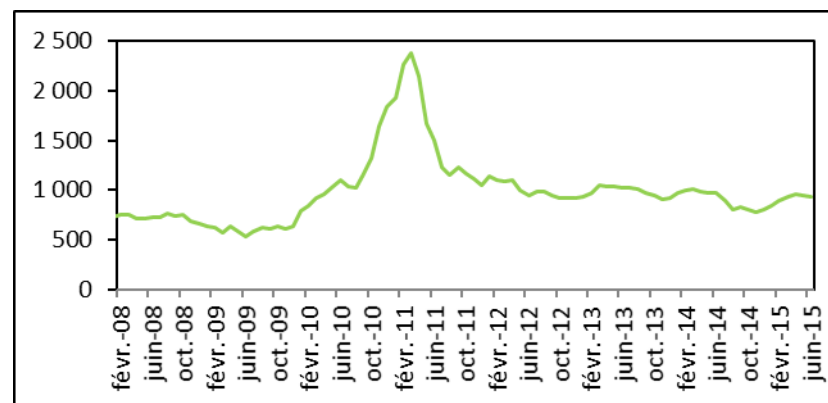
Sources : Produitdoc, DGE/DCPE

I.3.2. Les produits industriels

Les prix des matières premières industrielles connaissent, pour la plupart, un repli au premier semestre 2015, impactés par une baisse de la demande des principaux pays importateurs. Ainsi, les cours du pétrole brut (-34,4%), du coton (-7,0%) se contractent alors que ceux de l'or augmentent de 14,7%.

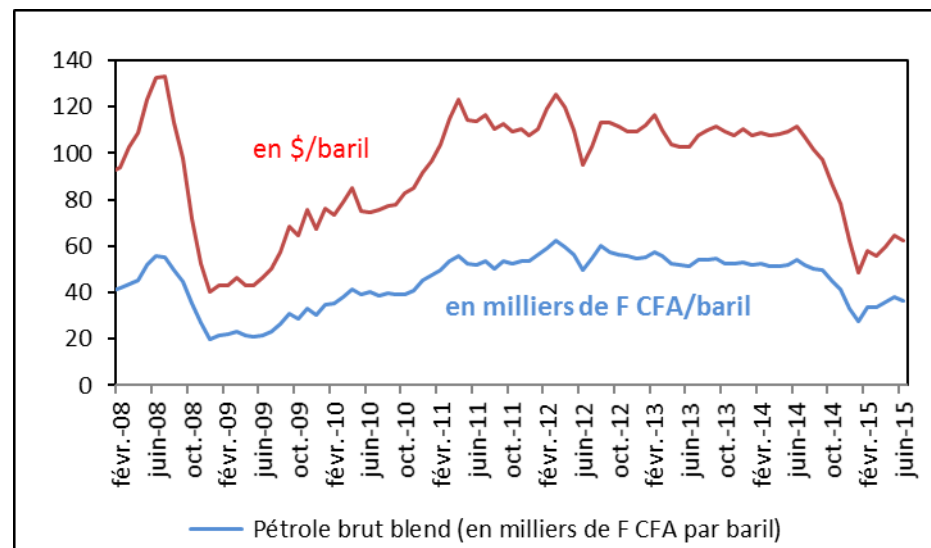
Ainsi, les cours de l'or se sont établis en moyenne à 708 966 FCFA par once sur les six premiers mois 2015 après 617 960 FCFA par once le semestre de l'année précédente. Cette évolution résulte du renchérissement du dollar qui se situe au-delà des 500 FCFA depuis septembre 2014.

Figure 5 : Evolution des cours du coton



Sources : Produitdoc, DGE/DCPE

Figure 6 : Evolution des cours du pétrole F CFA/baril

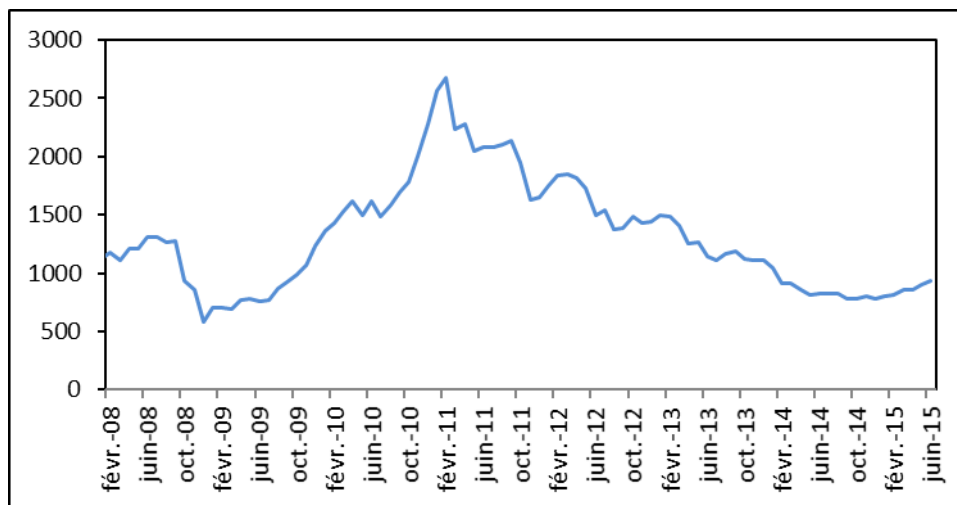


Sources : Produitdoc, DGE/DCPE

Les cours du pétrole brut se sont établis en moyenne à 34 196 FCFA au premier semestre 2015, en nette diminution sous l'effet des perspectives de production encore importantes dans les pays membres de l'OPEP et aux États-Unis, combinées avec le fléchissement attendu de la demande, notamment en Chine.

De même, sur le marché du caoutchouc, les cours continuent de se contracter du fait de l'effet combiné d'une offre mondiale excédentaire, d'une surabondance des stocks et d'une demande stable. Les cours se sont situés en moyenne à 860 FCFA/Kg au premier semestre 2015 après 895 FCFA/Kg à la même période de 2014.

Figure 7 : Evolution des cours du caoutchouc en FCFA/Kg



Sources : Produitdoc, DGE/DCPE

II.- LE CADRAGE DE L'ECONOMIE IVOIRIENNE EN 2015

Les analyses sont fondées sur les données à fin juin 2015 qui devraient permettre de conforter les hypothèses macroéconomiques qui serviront de base à la projection des principaux agrégats de l'économie. Ainsi, au vu de l'évolution des différentes branches des secteurs primaire, secondaire et tertiaire au premier semestre, le taux de croissance à fin d'année 2015 est projeté à 9,5%.

L'activité économique nationale évolue dans un environnement favorable grâce aux réformes entreprises depuis 2011 en vue de la consolidation de la stabilisation du cadre macroéconomique et de l'amélioration du climat des affaires. Ces efforts contribuent au renforcement de la confiance des opérateurs économiques favorisant ainsi l'afflux des investissements.

Par ailleurs, l'activité économique bénéficie (i) du regain de la demande intérieure de biens et services, en lien avec la relocalisation de la BAD en son siège à Abidjan ; (ii) la revalorisation des salaires des fonctionnaires (des corps de la santé et l'enseignement) suite aux premières actions de 2014 ; (iii) l'amélioration continue du revenu des paysans des filières anacarde et café-cacao. Tous ces changements devraient contribuer à renforcer davantage le dynamisme entamé depuis 2012 et améliorer le bien-être des populations comme l'atteste l'évolution du PIB moyen par habitant de 44,6% (561 500 FCFA à 812 000 FCFA) en termes nominaux et de 31,8% (524 200 FCFA à 690 900 FCFA) en termes réels entre 2011 et 2015.

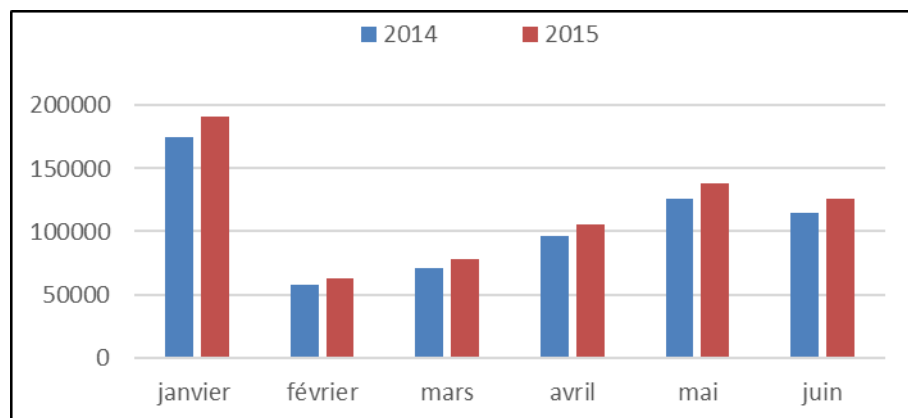
II.1- La production agricole

A fin juin 2015, l'**agriculture d'exportation** est tirée par les bonnes performances réalisées au niveau du cacao fèves, de l'anacarde, du coton, du café et du sucre. Toutefois, les productions d'ananas, de banane, de caoutchouc et de bois ont régressé.

Par spéculation, les principales tendances à fin juin 2015 par rapport à juin 2014 se présentent comme suit :

La production de **cacao** a atteint 700 232,0 tonnes, en accroissement de 9,4% grâce au relèvement continu du prix d'achat bord champ garanti aux producteurs (850 FCFA contre 750 FCFA en 2014) et aux retombées de la mise en œuvre du programme « Quantité-Qualité-Croissance ». Ces évolutions ont permis aux producteurs de cumuler un revenu brut de 595,1 milliards au cours de cette période, en hausse de 24,0%.

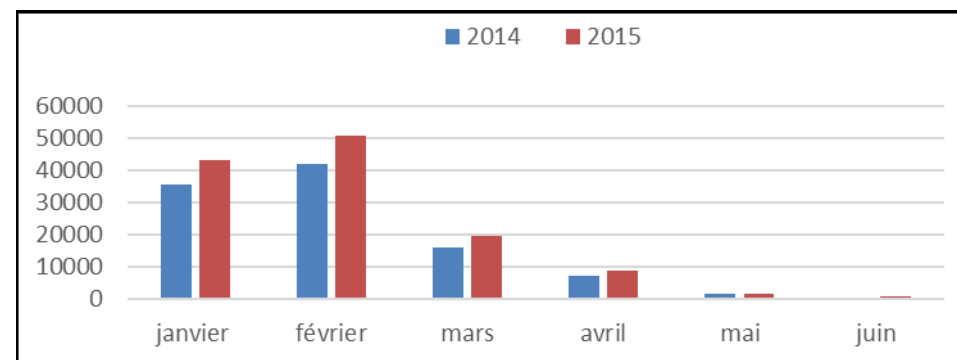
Figure 8 : Production de cacao (en tonnes)



Source : CCC

La production de **café** évolue également positivement avec 124 378,0 tonnes d'achats bord champs réalisés au cours du premier semestre 2015, en augmentation de 20,6%. Les paysans ont bénéficié d'une augmentation du prix minimum bord champ garanti fixé à 650 FCFA/kg contre 620 FCFA en 2014. Dans ce contexte, le revenu brut cumulé des producteurs a atteint 80,85 milliards sur la période, en progression de 26,5%.

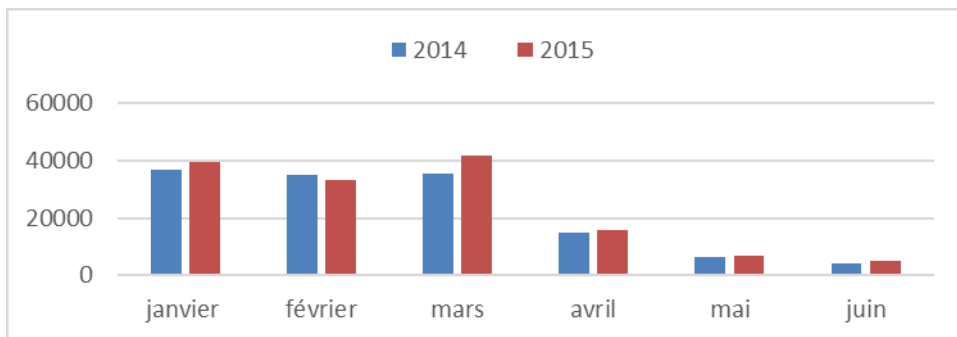
Figure 9 : Production de café (en tonnes)



Source : CCC

S'agissant du **sucre**, la quantité produite est de 142 209,9 tonnes, en hausse de 10,4% par rapport à fin juin 2014. Cette évolution est liée à une bonne pluviosité.

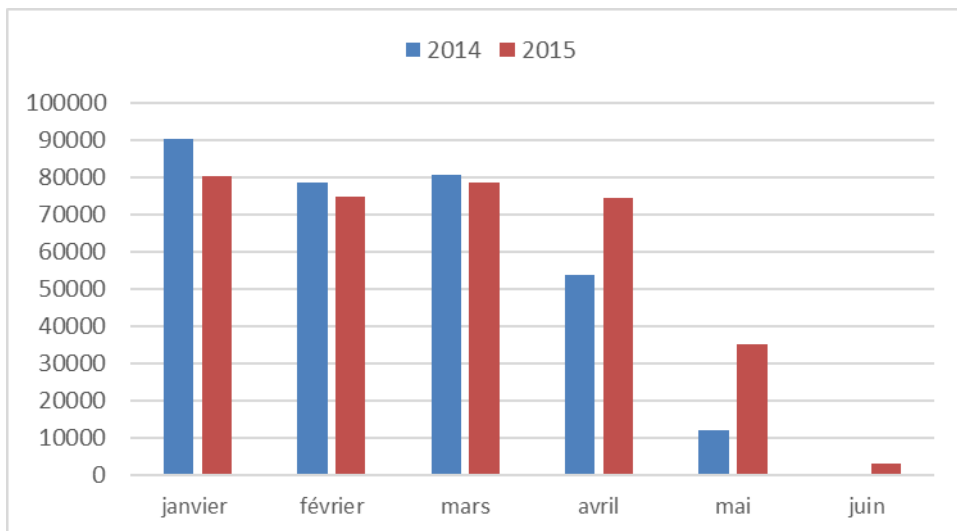
Figure 10 : Production de sucre (en tonnes)



Source : CCC

La production de **coton graine**, avec 346 773,1 tonnes récoltées, enregistre une progression de 9,9% en relation avec un meilleur encadrement des paysans.

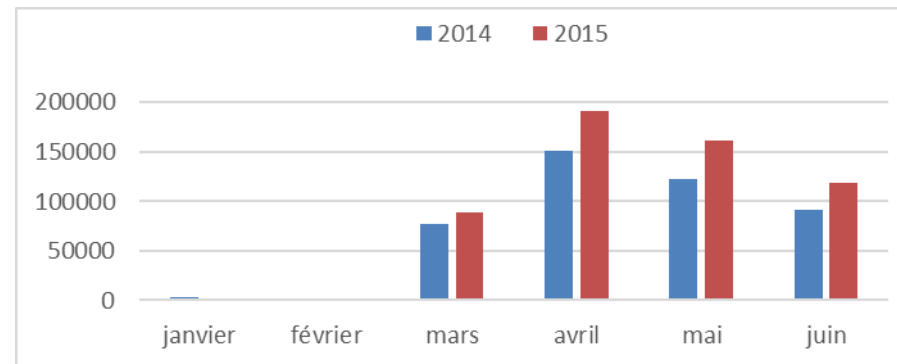
Figure 11 : Production de coton (en tonnes)



Source : CCC

L'**anacarde** s'affiche à 561 935,6 tonnes au cours du semestre, en hausse de 25,7%. Cet accroissement est lié aux réformes engagées dans la filière notamment la mise en place de prix incitatifs (275 FCFA contre 225 FCFA en 2014) entraînant ainsi l'engouement des paysans et le regain de confiance des opérateurs économiques.

Figure 12 : Production d'anacarde (en tonnes)



Source : CCC

L'**ananas** continue de décliner du fait du manque d'intérêt porté par les populations pour cette spéculation en raison de la dégringolade des prix aux producteurs, en relation avec la perte du marché européen induite par la concurrence des nouvelles variétés produites par les pays d'Asie. Le déclin de la culture d'ananas est également lié à l'absence de soutiens financiers de l'Etat, depuis la fin des appuis de l'UE. La production accuse une baisse de 20,9% pour une production de 28 057,1 tonnes.

Du côté de la **banane**, la production s'établit à 172 819,6 tonnes, en repli de 14,5%. Ce recul est imputable à la destruction par les pluies diluviennes en 2014 de près de 22% des surfaces cultivées. Les nouvelles plantations créées en remplacement n'ont pas atteint la maturité suffisante pour combler les baisses de production.

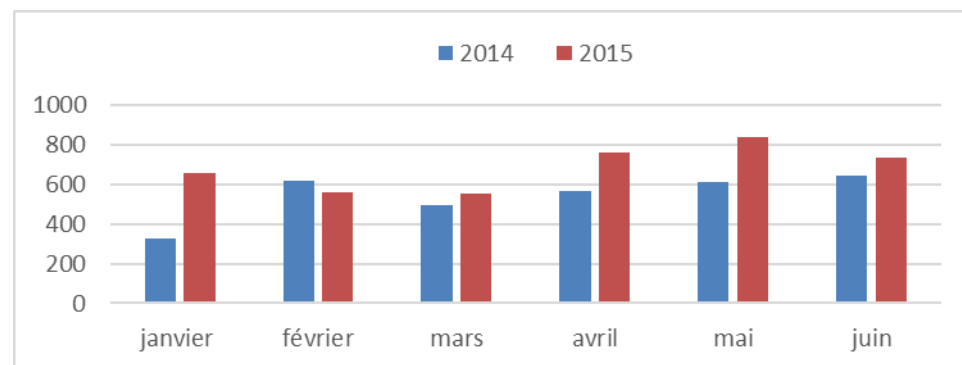
Le caoutchouc naturel ressort également en repli de 29,7%. La production subit le bas niveau des cours internationaux et l'insuffisance de main d'œuvre qualifiée pour la saignée optimale dans les plantations, surtout villageoises.

Le bois en grume n'est pas en reste. Il continue son évolution à la baisse (-18,2%). Cette situation s'explique par les efforts du Gouvernement visant à lutter contre la déforestation par la mise en application de l'interdiction de l'exportation des bois non transformés.

II.2- La production minière et pétrolière

L'extraction de pétrole brut s'établit à fin juin 2015 à 4 119,8 milliers de barils soit un accroissement de 26%. Cette quantité est produite à 93,6% par l'entreprise CNR sur ses deux permis (CI-26 et CI-40). La production de ces deux permis augmente respectivement de 33,0% et 25,6%, tandis que les permis CI-11 de PETROCI et CI-27 de Foxtrot International voient leur production baisser respectivement de 23,6% et 0,2%.

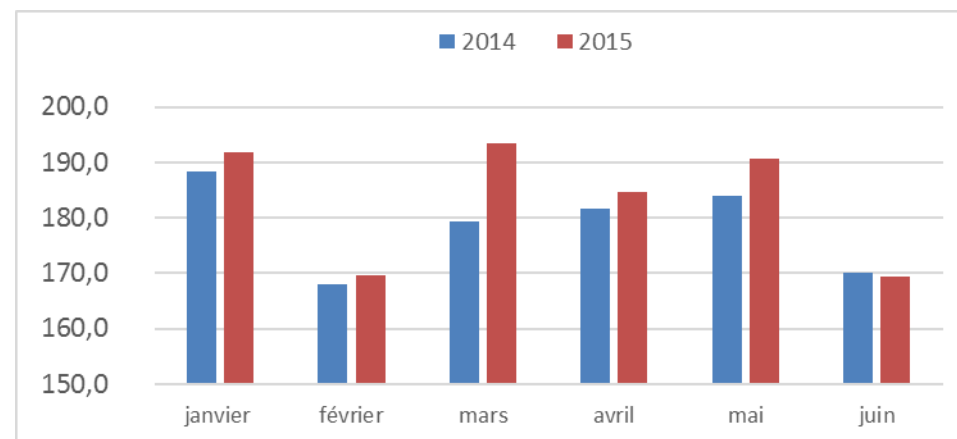
Figure 13 : Production de pétrole brut (milliers de tonnes)



Source : PETROCI

En ce qui concerne le **gaz naturel**, il a été extrait à hauteur de 1 099,5 milliers de m³ à fin juin 2015 grâce aux permis CI-40 (+38,6%), CI-26 (+5,9%) et CI-27 (+2,9%). Il connaît ainsi une croissance de 2,6%. Par contre, un repli de la production est observé sur le permis CI-11 (-8,5%).

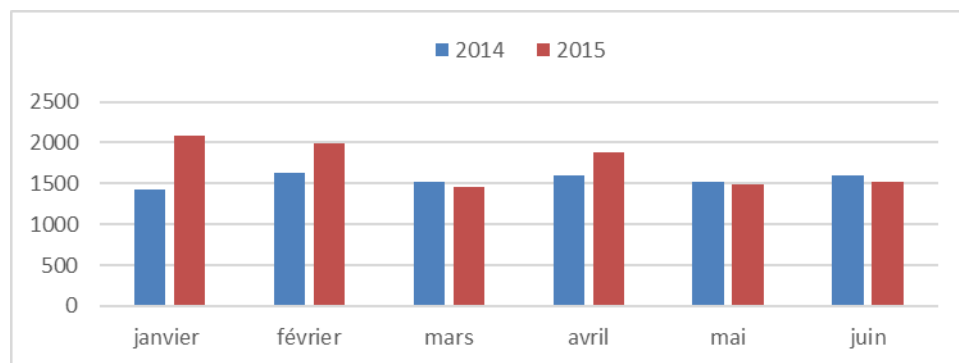
Figure 14 : Production de gaz (millions de m³)



Source : PETROCI

L'extraction aurifère continue de se conforter au regard des investissements dans le secteur et des nouvelles exploitations. Sur cette base, la production d'or est ressortie à 10 422,7 kg à fin juin 2015, soit une augmentation de 12,1%. Ce dynamisme est porté par la mine d'or d'Agbaou (+41,1%) qui représente à fin juin 2015, 25,4% de la production totale. Les entreprises SMI et Tongon représentant respectivement 17,0% et 36,3% de la production totale d'or ont également vu leur extraction croître respectivement de 25,4% et de 2,4% tandis que la production de l'entreprise LGL Mines est ressortie en baisse de 4,1%.

Figure 15 : Production de l'or (en kilogrammes)

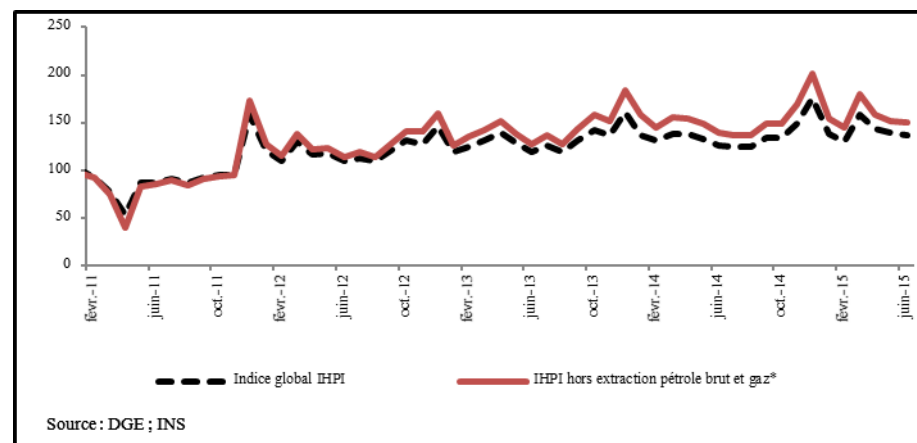


Source : DIRECTION GENERALE DES MINES

II.3- La production industrielle

A fin juin 2015, l'activité industrielle et le BTP restent bien orientés dans le secteur secondaire. En effet, en moyenne sur la période, l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI) augmente de 7,7% comparé à fin juin 2014. Cette embellie est impulsée à la fois par le secteur manufacturier (+6,6%), la branche « électricité, gaz et eau » (+4,5%) et les industries extractives (+20,0%). Hors extraction, la production industrielle progresse de 6,5%. L'indicateur avancé du BTP affiche quant à lui une progression de 25,5%.

Figure 16 : Indice harmonisé de la production industrielle



Source : DGE/INS

La bonne orientation des **industries manufacturières** provient de l'ensemble des grandes branches d'activité qui ressortent toutes en hausse.

Les « Industries métalliques » s'accroissent de 52,0%, portées par la production des deux sous branches « fabrication d'ouvrages en métaux et travail des métaux » (+55,6%) et « métallurgie et fonderie » (+35,7%).

L'activité de la branche « Fabrication de machines et matériels de tous types » croît de 26,1%, grâce au dynamisme de la sous branche « fabrication de machines et de matériels électriques » (+31,0%) tandis que la « construction de véhicules automobiles » (-27,3%) se contracte.

Les « Industries du papier, carton et édition, imprimerie » ressortent en hausse de 10,3%, sous l'effet de la sous branche « fabrication de papier, de carton et d'articles en papier ou en carton » (+30,1%).

Cette sous branche bénéficie de la mise en application de l'interdiction de la fabrication et de l'utilisation des sachets plastiques non biodégradables.

La branche « textiles et cuir » se contracte de 3,8% sous l'effet de la sous-branche « fabrication de textiles » (-4,3%).

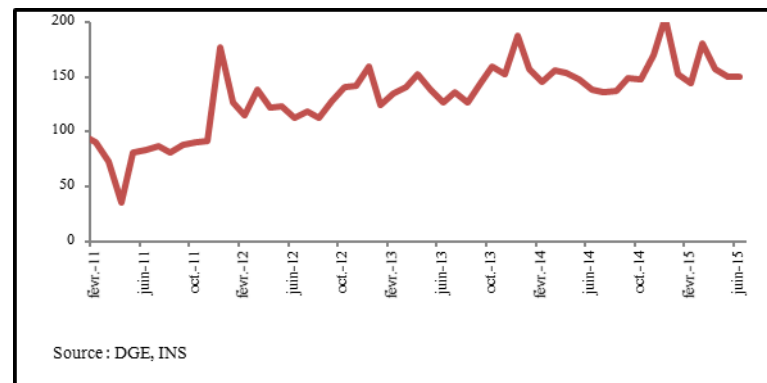
La branche « industries du bois et meubles » enregistre une augmentation de la production de 8,1%, grâce à la vigueur de la sous branche « fabrication de meubles et activités non classées ailleurs » (+10,1%) tandis que le « travail du bois et fabrication d'articles en bois ou de vannerie » (-5,7%) recule.

La production des « Industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction » augmente de 12,0%.

La production des « Industries agroalimentaires et tabac » croît de 2,1% sous l'effet des « produits alimentaires et de boissons » (+4,0%) alors que les « produits à base de tabac » (-26,1%) se replient.

L'activité des « industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques » croît de 7,8%. Cette évolution est portée par les sous branches « Raffinage pétrolier, cokéfaction, industries nucléaires » (+33,6%) et « Fabrication de produits chimiques » (+10,9%). Cependant, cette hausse est atténuée par la baisse au niveau de la « Fabrication de produits en caoutchouc ou en matières plastiques » (-11,7%) causée d'une part par l'interdiction de la production de sachets plastiques non biodégradables et d'autre part, par les difficultés persistantes dans la filière caoutchouc.

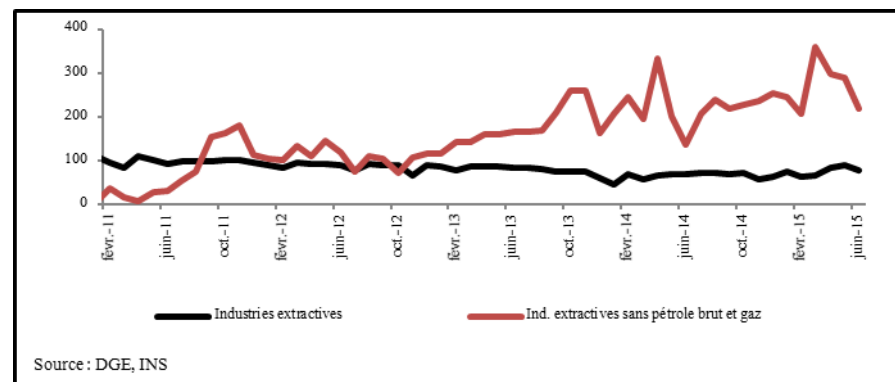
Figure 17 : Indice de production du secteur manufacturier



Source : DGE/INS

L'indice des industries extractives est en hausse de 20,0% à fin juin 2015 par rapport à la période correspondante de 2014. Cette évolution favorable provient de la branche « extraction de pétrole brut et de gaz naturel, activités annexes » (+19,9%) et des « autres activités extractives »³ (+22,7%).

Figure 18 : Indice de production des industries extractives



Source : INS/DGE

³ Constitué principalement d'or, de sable et de gravier

L'indicateur avancé du BTP⁴, à fin juin 2015, ressort en hausse de 25,5%, sous l'effet de l'ensemble de ses branches. Ainsi, les productions de bitume (+78,2%), de béton (+36,4%), de tôles (+35,7%), de bacs (+34,1%), de « câbles et fils électriques » (+31,0%), de « gravier de granit, gravillons et sables de lagune » (+22,7%) et de ciment (+9,7%) connaissent un accroissement.

Sur le premier trimestre 2015, une baisse de l'offre de ciment a été constatée, entraînant ainsi une hausse du prix de la tonne. Pour faire face à cette situation conjoncturelle, le Gouvernement a décidé de l'importation de 300 000 tonnes par les cimentiers locaux (SCA, SOCIMAT, CIMAF et SOCIM) sur trois mois, à savoir 90 000 tonnes à fin mai, 105 000 tonnes à fin juin et 105 000 tonnes à fin juillet 2015.

Ces importations ont permis de combler le déficit et annihiler la flambée sur les prix du ciment mais elles seront remplacées par une production nationale plus importante grâce à un accroissement des capacités de production nationale. A cet effet, la société CIMAF est en train de construire une unité d'une capacité de 500 000 tonnes/an à San Pedro.

II.4- La production et la consommation d'énergies commerciales

La branche « électricité, gaz et eau » de l'IHPI croît de 5,5% à fin mai 2015 sous l'effet à la fois de la « production et distribution d'électricité » (+4,2%) et du « captage, traitement et distribution d'eau » (+8,9%).

Au terme du premier semestre 2015, la production nette d'électricité poursuit son dynamisme en lien avec la bonne tenue de l'activité

économique nationale. Elle se situe à 4 229 Gwh, en hausse de 2,4% grâce à l'électricité de source thermique (+4,7%). Les centrales thermiques AZITO ENERGIE et AGGREKO qui augmentent respectivement de 38,0% et 1,8% ont permis de conforter ce bon résultat. Toutefois, cette évolution favorable a été atténuée par la baisse de l'électricité de source hydraulique (-6,8%) qui pâtit d'une moindre exploitation des barrages hydroélectriques.

L'augmentation de la production d'électricité a permis de satisfaire la demande intérieure. Ainsi, la consommation de l'énergie électrique ressort en hausse de 4,4% pour se situer à 2 957 Gwh. Cette augmentation est attribuable à la basse tension (+4,2%) ainsi qu'à la moyenne et haute tension (+4,6%). Cette évolution positive de la demande traduit les besoins croissants en électricité des populations, des services et des industries. Elle confirme ainsi la consolidation de l'activité économique notamment l'activité industrielle.

Quant aux exportations, elles continuent de baisser en relation avec l'accroissement de la demande intérieure face à une capacité de production limitée. Elles s'affichent à 347 Gwh, en retrait de 17,4% par rapport à la période correspondante de 2014.

Au total, les ventes d'électricité croissent de 1,6% pour s'établir à 3 304 Gwh pour une offre globale de 4 229 Gwh. Le taux de perte de 21,9% enregistré tout au long du circuit de distribution reste encore élevé. Pour réduire les pertes, l'Etat procède au renouvellement progressif des installations de distribution de l'électricité et à la complète application du nouveau code de l'électricité qui facilite notamment la poursuite des fraudeurs à l'utilisation de l'électricité.

⁴ inclut la nouvelle cimenterie (CIMAF)

Les perspectives en termes de production d'électricité sont prometteuses avec l'inauguration de la première centrale thermique à cycle combiné⁵ d'Azito intervenue à la fin du mois de juin 2015. Le passage du cycle simple au cycle combiné augmente en outre la puissance installée de la centrale d'Azito de 50% pour une même consommation de gaz. Ainsi, la capacité de production de la centrale d'Azito passe de 290 MW à 430 MW et la capacité nationale de production augmente de 10%.

Pour ce qui est de **la production de produits pétroliers**, elle est en augmentation de 16,5% pour s'établir à 1 586 982,4 tonnes. Cette évolution favorable est attribuable d'une part, à l'approvisionnement régulier en intrants (pétrole brut ; +3,1%) et d'autre part, à la pleine activité des unités de production. Ce dynamisme se reflète à travers les productions de gasoil (+3,9%), fuel-oil (+67,8%) et DDO (+52,8%). En revanche, la production d'essence enregistre un recul de 4,0% après la hausse de 5,6% à fin mai 2015.

Les ventes de ces produits pétroliers affichent une hausse de 9,6% portée à la fois par la consommation intérieure (+7,0%) et les exportations (+9,7%). La consommation a atteint 814 937,4 tonnes et est tirée par l'ensemble des produits notamment, le super (+19,3%), le gasoil (+14,6%), le butane (+15,4%), le kérosène (+10,5%) et le DDO (+39,9%). Les exportations se situent quant à elles à 885 665,4 tonnes.

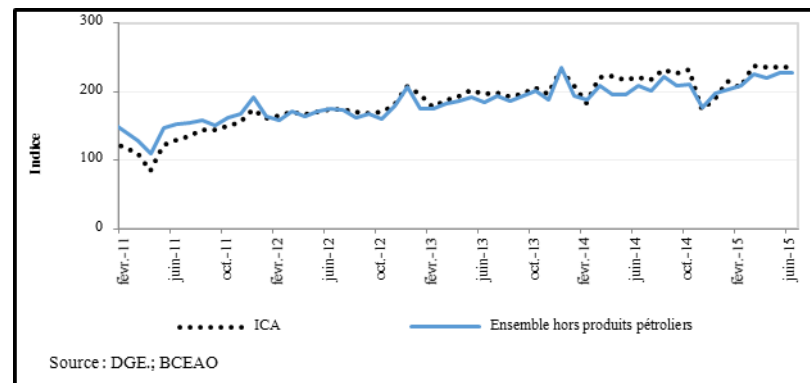
II.5- Les activités tertiaires

Le secteur tertiaire enregistre une bonne tenue du chiffre d'affaires du commerce de détail, une hausse du trafic global de marchandises dans le transport maritime ainsi qu'un accroissement des trafics

aérien, routier et ferroviaire. Globalement, le secteur tertiaire devrait continuer à contribuer fortement à la croissance du Pib réel.

L'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) du commerce de détail est en progression de 7,3% en termes nominaux, à fin juin 2015 par rapport à la même période de 2014. Cette bonne performance du commerce de détail est attribuable à l'ensemble des branches, à l'exception des ventes de « produits divers » (-11,8%) qui baissent. L'évolution de l'ICA est en liaison avec les nombreuses mesures prises par le Gouvernement en vue de l'amélioration du climat des affaires et des revenus des ménages.

Figure 19 : Evolution de l'indice du chiffre d'affaires



Source : BCEAO

Cependant, cette évolution globale et sectorielle du chiffre d'affaires du commerce de détail est affectée par le repli des ventes de produits pétroliers de 6,5%, en raison de la répétition de grève des revendeurs de gaz de ménages.

Enfin, bien que les ventes de « produits pétroliers » augmentent de 5,3% en relation avec le dynamisme de l'activité économique qui

⁵ Technologie permettant de récupérer la vapeur rejetée des turbines pour produire encore de l'électricité

induit une forte demande de carburant, l'ICA, hors produits pétroliers, enregistre une hausse de 9,8%.

Au niveau du transport, le trafic aérien, au premier semestre, 2015 poursuit son orientation favorable grâce au dynamisme de l'activité économique. En effet, sur cette période, le nombre total de voyageurs commerciaux est ressorti à 679 581, en hausse de 22,5% par rapport à la période correspondante de 2014. Cette consolidation du trafic de passagers aériens se ressent principalement dans la zone CEDEAO (+25,6%) ainsi qu'au niveau du trafic intérieur (+700,0%) qui bénéficie de la progression des vols domestiques.

Les destinations ayant connu les plus fortes hausses sont la CEDEAO (+25,6%), les pays d'Afrique hors CEDEAO (+19,5%) ainsi que la France (+13,8%). Les compagnies qui dominent le trafic aérien sur le premier semestre 2015 sont AIR COTE D'IVOIRE (274 872 passagers ; 54,4%) et AIR France (117 305 passagers ; 12,3%).

Le transport terrestre affiche une orientation favorable à fin juin 2015, au regard de la bonne évolution de l'indicateur avancé qu'est la consommation de gasoil (+14,6%). Il bénéficie de l'amélioration continue de la fluidité routière avec la réduction des barrages de contrôle, la réhabilitation d'infrastructures routières existantes et la construction de nouveaux ouvrages.

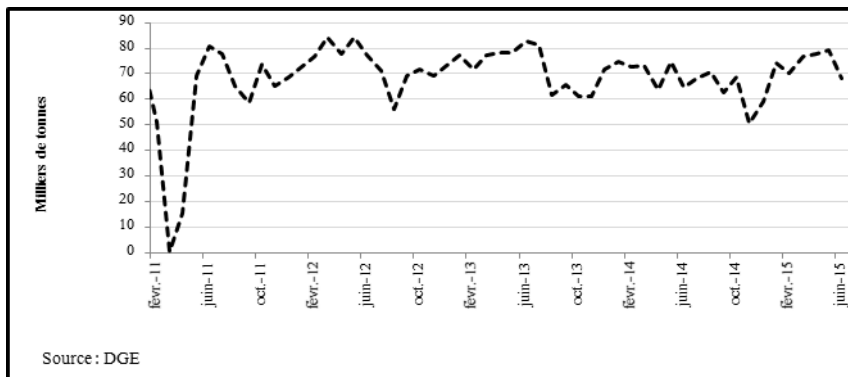
Au niveau du transport maritime, à fin mai 2015, l'activité portuaire enregistre une hausse du trafic global des marchandises de 1,1% par rapport à fin mai 2014. Cette progression modérée est imputable au transbordement qui se contracte globalement de 38,3%. Hors transbordement, le trafic global de marchandises augmente de 11,0% soutenu à la fois par le trafic national (+11,6%) et le transit (+5,7%).

Le port d'Abidjan est caractérisé par un accroissement du trafic de marchandises de 4,5%. Ce bon résultat est attribuable à la hausse du trafic national (+11,3%) et du transit (+5,7%) pendant que le transbordement baisse (-46,2%). S'agissant du transit, les échanges de marchandises avec le Burkina Faso (+7,1%) et le Mali (+4,3%) se consolident. L'activité du port d'Abidjan est tirée par les importations (+8,6) notamment de « clinker, gypse et laitiers » (+30,1%), de « riz en vrac » (+1,9%) et de « produits pétroliers » (+8,3%). Par contre, les exportations restent en repli de 3,4% en relation avec la baisse des ventes de cacao fèves (-3,7%), de banane dessert (-20,4%), de « coton en fibre, égrené et graine » (-20,5%) et du zinc concentré (-40,8%).

Concernant le Port de San Pedro, le trafic de marchandises baisse de 14,1% du fait du transbordement (-32,2%). Hors transbordement, le trafic de marchandises de ce port progresse de 14,7% en lien avec le dynamisme des importations (+43,5%) et des exportations (+7,7%). Les importations sont tirées par les produits cimentiers (+43,4%) et les produits alimentaires (+345,1%). Cette forte hausse de produits alimentaires est due au rebond de l'importation du riz aux mois d'avril et de mai 2015. S'agissant des exportations, elles bénéficient de la hausse du cacao fèves (+5,4%), du caoutchouc (+3,8%) et du coton (+151,8%).

Au niveau du port d'Abidjan, des investissements sont nécessaires pour faciliter la circulation au sein de l'espace portuaire. Par ailleurs, les investissements prévus pour l'élargissement et l'approfondissement du tirant d'eau devront être réalisés pour permettre l'accès des gros bateaux au port.

Figure 20 : Evolution du trafic global de marchandises dans le transport maritime



Source : PAA, PASP et DGE

Dans la branche ferroviaire, l'activité enregistre à fin juin 2015, une orientation favorable du transport de marchandises qui reste la principale activité. En effet, le volume de marchandises transportées croît de 5,4% pour s'établir à 446 412,3 tonnes. Cette bonne performance est attribuable au transport de marchandises du Burkina Faso vers la Côte d'Ivoire (+30,3%) et au développement des échanges internes (+146,7%). En revanche, le transport de personnes reste en retrait de 7,6% à fin mai 2015 en raison de la vétusté des wagons et de la préférence des passagers pour le transport par car.

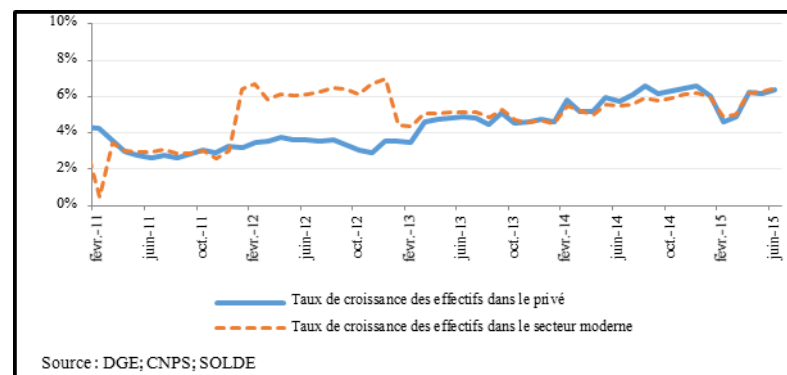
Le secteur du transport ferroviaire devrait connaître une embellie dans les années à venir, compte tenu de l'exécution du projet de rénovation, d'amélioration et de rééquipement des infrastructures existantes. Aussi, le projet « Métro d'Abidjan » destiné à renforcer le transport ferroviaire urbain devrait contribuer au repositionnement de ce mode de transport.

II.6- L'emploi moderne

Le marché du travail dans le secteur moderne en Côte d'Ivoire enregistre une création nette de 50 703 emplois de juin 2014 à juin 2015, induisant une augmentation de 6,5% du nombre de salariés. Cette bonne performance provenant principalement du secteur privé contribue pour 76,2% aux créations nettes d'emplois. Le nombre de salariés dans le secteur privé formel a augmenté de 6,4% correspondant à une création nette de 38 649 emplois. Dans le secteur privé, les branches d'activité les plus pourvoyeuses d'emploi sont le commerce (+34,8% ; +13 467 emplois nets), le BTP (+18,0% ; +6 969 emplois nets), l'industrie manufacturière (+14,6% ; +5 629 emplois nets), les bureaux d'études (+6,3% ; +2 451 emplois nets) et l'enseignement privé (+5,5% ; 2 132 emplois nets).

Quant au secteur public, il a enregistré une augmentation de 6,8% (+12 054 emplois nets) des effectifs des fonctionnaires et agents de l'Etat.

Figure 21 : Evolution des effectifs dans le secteur moderne



Source : SODE, CNPS et DGE

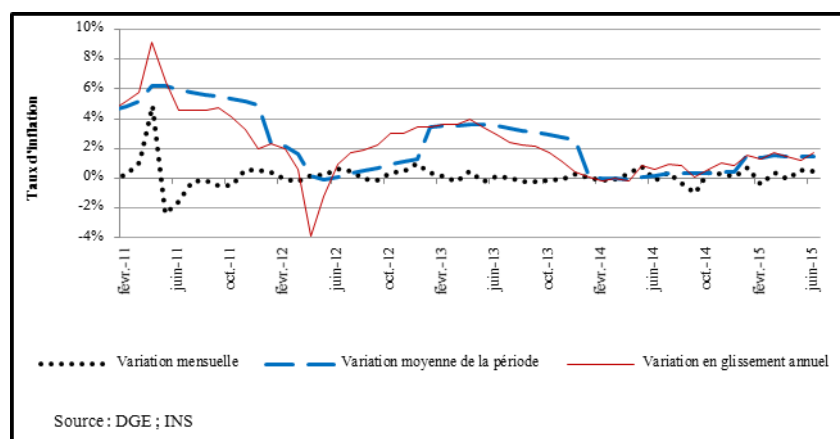
II.7- L'évolution des prix à la consommation

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation, en moyenne sur le premier semestre 2015, est en hausse de 1,5% comparé à la période correspondante de 2014. Cet accroissement est perceptible aussi bien au niveau des produits alimentaires (+2,2%) que des produits non alimentaires (+1,2%).

Le renchérissement des produits alimentaires résulte de la progression au niveau des « céréales non transformés » (+0,7%), des « poissons » (+1,9%), des « produits laitiers » (+5,8%), des « fruits » (+13,4%), des « légumes frais » (+1,8%) et des « tubercules et plantains » (+8,9%) ainsi que de la baisse des prix des « viandes » (-0,2%) et des « huiles et graisses » (-0,4%).

L'augmentation se rapportant aux produits non alimentaires est liée à l'ensemble de ses fonctions hormis celles du transport et de l'enseignement.

Figure 22 : Taux d'inflation



Source : INS

II.8- Les échanges extérieurs

Les échanges extérieurs de marchandises (spéciaux et hors biens exceptionnels) à fin juin 2015 enregistrent un excédent commercial de 941,9 milliards, en accroissement de 16,6% par rapport à celui de juin 2014. Cette embellie du solde commercial se justifie par une augmentation en valeur des exportations (+447,3 milliards ; +13,8%) plus soutenue que celle des importations (+313,0 milliards ; +12,8%).

Cette évolution découle d'une augmentation des quantités exportées (14,9%) et importées (+14,7%), puisque les prix baissent respectivement de 1% et de 1,7%, induisant une légère amélioration des termes de l'échange (+0,7%).

La bonne orientation des exportations est essentiellement imputable aux produits primaires qui sont en augmentation de 23,2%. Les produits transformés y contribuent modérément avec une progression de 1,6%.

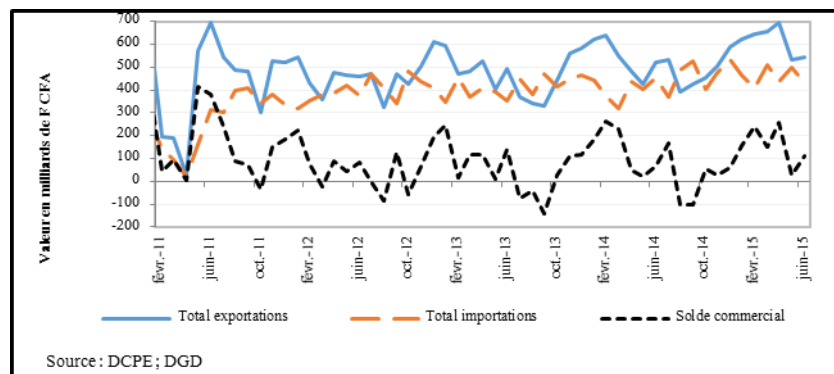
La faible croissance des produits transformés s'explique par une évolution contrastée des principaux produits. En effet, tandis que les produits de première transformation (+16,8%) ressortent en hausse, les produits manufacturés (-8,8%) se contractent.

Les importations en valeur évoluent favorablement, sous l'effet des biens d'équipement (+38,4%) et des biens de consommation (+21,7%). En revanche, les biens intermédiaires (-4,7%) se replient.

La progression des biens d'équipements provient des commandes extérieures de machines mécaniques (+41,7%), de machines électriques (+27,0%), de matériels de transport routier (+30,8%) et d'instruments de précision (+53,1%). Ce besoin croissant des opérateurs économiques en biens d'équipement traduit la nécessité de renforcer leur appareil de production pour l'adapter à l'évolution

et à la transformation structurelle de l'économie nationale. Les biens d'équipement sont dominés par les machines mécaniques (47,1%) et les machines électriques (18,0%).

Figure 23 : Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur



Source : DGD, DGE

II.9- Les finances publiques

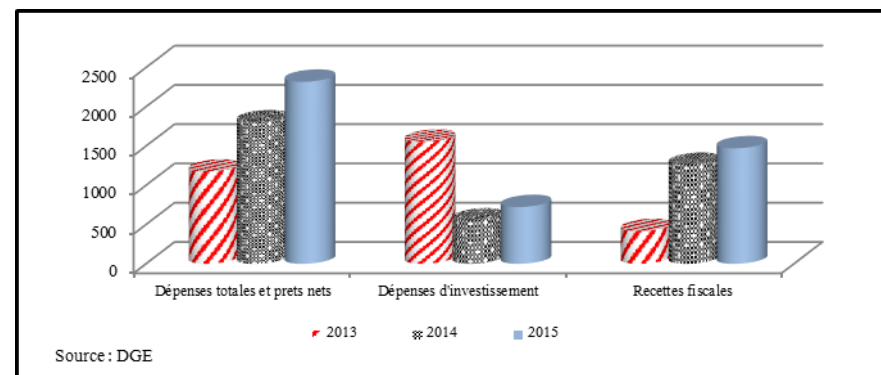
A fin juin 2015, la situation des finances publiques est marquée par un bon niveau de recouvrement des recettes, une sous consommation des dépenses de personnel, une accélération du rythme des dépenses d'investissement et une hausse des subventions et transferts.

Les recettes et dons ont été recouverts à hauteur de 1 885,8 milliards contre un objectif de 1 818,5 milliards et une réalisation de 1 658,2 milliards en juin 2014. Les recettes fiscales ressortent à 1 471,3 milliards contre un objectif de 1 405,6 milliards, soit une plus-value de 65,6 milliards. Cette évolution est attribuable au bon niveau de recouvrement aussi bien des recettes intérieures (+25,4 milliards) que des recettes de porte (+40,2 milliards). Par rapport à 2014, les recettes totales et dons sont en hausse de 210,5 milliards.

Les dépenses totales et prêts nets sont évalués à 2 319 milliards contre 2 269,9 milliards programmés, soit une exécution supplémentaire de 49,1 milliards. Ce surplus est dû à une hausse des subventions et transferts, et une accélération du rythme d'exécution des dépenses. Ces excédents ont été atténués par une sous consommation des dépenses de personnel de 25,2 milliards. Ces crédits devraient être consommés au terme de l'année 2015 avec la mise en œuvre des procédures administratives. Les dépenses d'investissement, programmées à hauteur de 702 milliards, ont été exécutées à 722,9 milliards, soit un taux d'exécution de 103% ; pour un financement sur ressources internes de 365,5 milliards et 353,5 milliards ressources extérieures.

Il en résulte un solde budgétaire et un solde primaire de base, tous deux déficitaires respectivement de 433,2 milliards et 124,5 milliards. Ces déficits ont été couverts grâce aux recours au marché monétaire et financier sous régional et international pour un montant de 895 milliards.

Figure 24 : Indicateurs des finances publiques à fin juin (en milliards de FCFA)



Source : DGE

II.10- La situation monétaire et le secteur boursier

A fin juin 2015, en glissement annuel, **la situation monétaire** enregistre une hausse de la masse monétaire de 1 187,1 milliards (+20,6%) résultant d'un accroissement des avoirs extérieurs nets (+841,0 milliards ; +52,9%) et du crédit intérieur net (+421,1 milliards ; +9,5%).

Le marché boursier, pour ce qui le concerne, est également caractérisé par une évolution favorable de tous ses indicateurs. En effet, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) affiche une progression des indices BRVM composite et BRVM 10 respectivement de 10,6% et 8,0%.

II.10.1- La masse monétaire et ses contreparties

Les avoirs extérieurs sont tirés par un meilleur recouvrement des recettes d'exportation au regard des efforts conjoints du Gouvernement et de la Banque Centrale.

L'augmentation du crédit intérieur découle de la hausse des crédits nets à l'économie de 602,7 milliards (+19,7%) et de la baisse de la position nette du Gouvernement de 181,6 milliards (-13,3%).

La bonne tenue du crédit net à l'économie est attribuable aux crédits à moyen terme (+33,0 ; +325,5 milliards) accordés principalement aux entreprises ainsi qu'aux crédits ordinaires de court terme octroyés aux entreprises et aux ménages (+12,5% ; +220,1 milliards). Ces appuis contribuent à l'amélioration des activités dans les secteurs secondaire et tertiaire à travers les investissements et la trésorerie des entreprises.

La position nette du gouvernement profite, quant à elle, des flux financiers issus des euro-obligations.

Au terme du premier semestre 2015, les conditions des banques se sont dans l'ensemble améliorées par rapport à la période correspondante de 2014, du fait du dynamisme de l'activité économique.

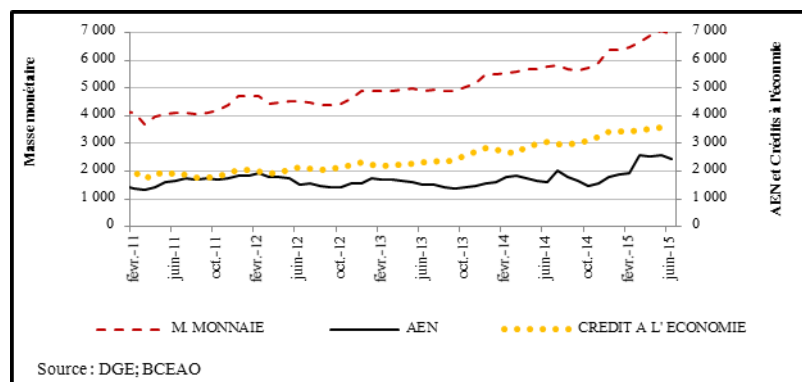
En effet, le montant cumulé des nouvelles mises en place de crédits ordinaires est ressorti à 1 893,3 milliards, en hausse de 13,1% (+218,9 milliards). Cette progression est tirée par les concours aux « autres sociétés » (+104,4 milliards) et aux « entreprises individuelles » (+96,8 milliards). Le taux d'intérêt moyen s'établit à 6,1%, en baisse de 0,1 point par rapport à son niveau de 2014. Enfin, la durée moyenne de crédits a été plus longue (12,4 mois en 2015 contre 12,0 mois en 2014).

Concernant les effets escomptés, le montant cumulé s'établit à 445,3 milliards, en progression de 52,4% (+153,0 milliards) par rapport à la même période de 2014. Le taux moyen d'escompte a baissé de 1,1 point de pourcentage pour s'établir à 7,9%.

S'agissant des dépôts, sur les six premiers mois de 2015, le montant cumulé atteint 838,3 milliards, en hausse de 72,5 milliards. Le taux d'intérêt moyen des dépôts baisse de 0,1 point de pourcentage pour ressortir à 5,2%.

L'augmentation des crédits ordinaires et des effets d'escompte montre l'effort effectué par les institutions bancaires pour le financement de l'économie. Cet effort se reflète également dans la baisse des différents taux débiteurs pratiqués par les banques.

Figure 25 : Principaux agrégats monétaires (en milliards de FCFA)

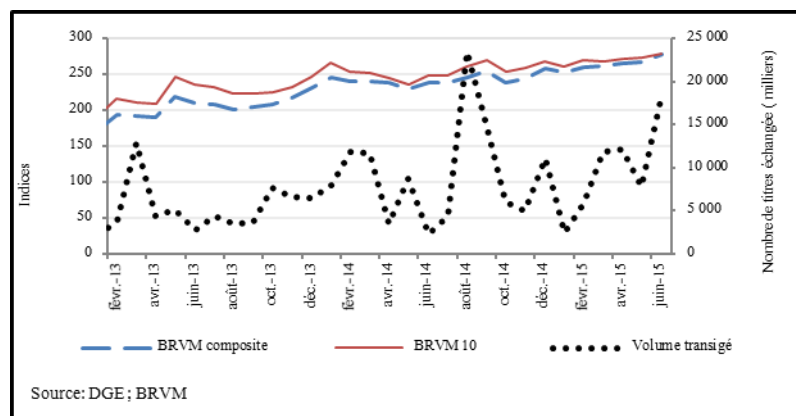


Source : BCEAO, DGE

II.10.2- Le secteur boursier

L'analyse des indices sectoriels montre une hausse au niveau des secteurs des services publics, des finances, de la distribution et des autres secteurs. Toutefois, le secteur agricole et celui du transport sont en retrait.

Figure 26 : Principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



Source : BRVM, DGE

A fin juin 2015, la capitalisation boursière composite affiche une hausse de 11,6% par rapport à la période correspondante de 2014. Ce bon résultat est favorisé par la progression de la capitalisation à la fois sur le marché des actions (+12,3%) et celui des obligations (+8,1%). La capitalisation boursière du marché des actions est ressortie à 6 870,6 milliards pendant que celle du marché obligataire s'est établie à 1 628,4 milliards.

Quant aux transactions sur la période, le volume de titres transigés⁶ est en augmentation de 27,9% ainsi que la valeur totale⁷ qui affiche également une hausse de 26,6%. Ainsi, le marché boursier sous régional enregistre 58 766 736 titres échangés pour une valeur globale de 101,8 milliards.

II.11- Les estimations macroéconomiques pour l'année 2015

L'année 2015 serait celle de l'achèvement de la mise en œuvre du PND 2012-2015. La volonté du Gouvernement d'asseoir les fondements d'une économie émergente et les réformes entamées devraient conduire à un taux de croissance annuelle de 9,5%.

L'offre globale devrait être surtout marquée par une progression de l'ensemble de ses secteurs. Quant à la demande, elle serait confortée par les investissements et la consommation finale. La dynamique des importations devrait être maintenue au regard des besoins en biens d'équipements et intermédiaires pour soutenir les importants investissements et la production de biens finaux.

⁶ Nombre de titres échangés.

⁷ Capitaux échangés

II.11.1- L'offre

L'offre globale devrait être surtout marquée par une progression du secteur secondaire (12,7% contre 3,7% en 2014) et du secteur tertiaire (9,5%). Quant au secteur primaire, il ralentirait pour s'afficher à 7,4% contre 12% en 2014.

II.11.1.1- Le secteur primaire

La croissance du secteur primaire devrait être tirée principalement par l'agriculture vivrière (+8,9% après une hausse de 18,7% en 2014) grâce aux actions de valorisation des productions vivrières, de professionnalisation du secteur (organisation des petits producteurs en interprofession) et de sécurisation durable des ressources foncières nécessaires à la production vivrière. La mobilisation croissante des ressources pour le financement du PNIA devrait impacter positivement la croissance du secteur agricole 2015.

L'agriculture d'exportation devrait s'améliorer avec une croissance de 5,3% projetée à fin 2015 après 2,8% en 2014. Cette reprise de l'agriculture d'exportation est à mettre au compte du cacao dont la production est estimée à 1 760 000 tonnes à fin 2015. En effet, la culture de cacao bénéficie du relèvement continu du prix d'achat bord champ garanti aux producteurs et des retombées de la mise en œuvre du programme « Quantité-Qualité-Croissance ».

Tableau 8: Principales hypothèses de l'agriculture d'exportation

Produits (en milliers de tonnes)	2013	2014	2015 (prév.)
Café	103,7	105,9	127,0
Cacao	1 671,1	1 678,7	1 760,0
Banane	394,1	362,4	357,7
Ananas	67,5	56,4	59,9
Coton graine	357,7	405,2	450,1
Huiles de palme	392,3	420,1	408,0
Caoutchouc	290	317,3	320,0
Anacarde	487,8	564,8	625,8

Sources : ACE, APROMAC, APROSAPCI, ARECA, DGD, DGE/ DCPE

Tableau 9: Principales hypothèses de l'extraction minière

Produits	2013	2014	2015 (prév.)	Var 15/14
Pétrole (en milliers de barils)	9 132,9	6 901,5	10 100,0	46,3%
Pétrole (en barils/jour)	25 021,6	18 908,3	27 671,2	46,3%
Gaz (en millions de mètre cube)	2 125,9	2 131,2	2 071,1	-2,8%
OR (en Kg)	15 516,0	18 600,0	20 030,0	7,7%
Manganèse (en Tonnes)	254 499,4	362 000,0	560 000,0	54,7%

Sources : PETROCI, SODEMI, DGE/ DCPE

II.11.1.2- Le secteur secondaire

Le secteur secondaire évoluerait de 12,7% en relation avec la bonne progression des BTP (+28,3% après 15,5% en 2014), l'énergie (+23,3%), de l'extraction minière (+15,7% contre -3,3% en 2014) et des produits pétroliers (+10,9%). La reprise de la branche extraction minière serait due à celle de la production de pétrole brut (10 100 000 barils contre 6 901 536 barils en 2014). Quant aux BTP et à l'énergie, leurs performances seraient le fait de la poursuite des projets d'investissements publics et privés, du bon

fonctionnement des différentes centrales thermiques notamment, AGGREKO, Azito et CIPREL et du dynamisme de la demande domestique et sous régionale.

II.11.1.3- Le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire augmenterait de 9,5%, grâce au dynamisme de l'ensemble de ses composantes à savoir les transports (+11,3%), les services (+10,1%), le commerce (+8,7%) et les télécommunications (+8,4%). Ces évolutions notables seraient favorisées surtout par la vigueur du secteur secondaire à travers les services rendus aux entreprises, la bonne santé des services financiers et assurances, ainsi que la relance du tourisme et des services immobiliers. En outre, le secteur tertiaire serait impacté positivement par la consolidation de l'activité économique.

Tableau 10: Comparaison des prévisions sectorielles

Croissance en volume en %	2013	2014	Estimations 2015
Secteur primaire	6,9	12	7,4
Secteur secondaire	8,8	3,7	12,7
Secteur tertiaire	9,6	10,2	9,5
PIB non marchand	3,1	7,7	4,9
PIB total	9,2	8,5	9,5

Source : DGE/ DCPE

II.11.2- La demande

La croissance de la demande en 2015 serait confortée par les investissements (+26,5%) et la consommation finale (+10,6%).

Les investissements seraient toujours soutenus par les chantiers publics et le renforcement des outils de production dans le secteur industriel. Le taux d'investissement global ressortirait à 18,7% du PIB contre 16% en 2014 avec un taux d'investissement public de 8%.

Quant à la consommation finale, elle bénéficierait de la hausse des revenus et de la création d'emplois aussi bien dans le secteur public que privé.

S'agissant des **importations** (+11,3%), elles maintiendraient leur dynamisme au regard des besoins en biens d'équipements et intermédiaires pour soutenir les importants investissements et la production de biens finaux.

Quant aux **exportations**, elles progresseraient de 7,4% principalement en rapport avec la demande mondiale de cacao fèves, de cacao transformé, de noix de cajou, de pétrole brut et d'or.

II.11.3- Les prix

L'inflation serait limitée à 1,9% grâce à la politique de lutte contre la cherté de la vie qui se traduirait notamment par l'accroissement de l'offre de produits alimentaires, la poursuite de l'amélioration des circuits de distribution et des voies de dessertes agricoles.

II.11.4- Les comptes extérieurs

A fin 2015, **le solde global de la balance des paiements** serait excédentaire de 645,2 milliards de FCFA en liaison avec la bonne tenue des opérations en capital.

Le compte courant enregistrerait un déficit (-0,2% du PIB), imputable à une réduction de l'excédent de la balance des biens et à un creusement du solde déficitaire des services et de ceux des revenus primaire et secondaire.

En effet, l'excédent de la balance des biens devrait se contracter sous l'impulsion d'une dynamique haussière des importations, induite par les importants besoins en biens d'équipement et intermédiaires dans le cadre de la poursuite des programmes d'investissements publics et privés et par l'ampleur des approvisionnements en produits pétroliers et autres biens de consommation courante pour soutenir la croissance économique.

Les soldes structurellement déficitaires des services et du revenu primaire devraient se creuser, en liaison avec la hausse des paiements dus aux non-résidents au titre du fret, des autres services et des revenus d'investissement. De même, le solde du revenu secondaire devrait se dégrader sous l'effet du repli des entrées ressources liées aux aides budgétaires et de l'augmentation des transferts des migrants à destination de l'étranger.

Le compte de capital enregistrerait un solde positif plus élevé que celui de l'année précédente, en raison de l'augmentation des dons projets entrants.

Le compte financier serait caractérisé par une diminution nette des passifs financiers, amené par les investissements directs étrangers entrants et les investissements de portefeuille entrants.

II.9.7- La situation monétaire

L'évolution des agrégats monétaires serait marquée par la hausse des avoirs extérieurs nets de 645,2 milliards de FCFA, l'évolution du

crédit intérieur de 3,4% et une augmentation de la masse monétaire de 12,8%.

La progression des avoirs extérieurs nets s'expliquerait par le rapatriement des recettes d'exportation et les entrées de ressources en devises liées aides budgétaires, aux dons projets entrants, aux investissements directs étrangers entrants, aux émissions de titres publics sur les marchés de capitaux internationaux et aux tirages sur ressources extérieures.

L'accroissement du crédit intérieur serait tiré par les crédits à l'économie qui devraient croître de 8,2% en soutien à l'activité économique. Quant à la Position Nette de l'Etat, elle devrait s'améliorer. En effet, l'endettement net de l'Etat devrait diminuer de 111,9 milliards, sous l'effet du remboursement par l'Etat de certains de ses engagements envers le système bancaire (remboursement de certains concours directs reçus des banques et de quelques concours adossés aux titres publics).

En contrepartie de ces évolutions, la masse monétaire se consoliderait de 12,8 % suivant la progression du PIB en valeur.

Tableau 11: Situation monétaire intégrée

RUBRIQUES	31/12/2014 réalisation	31/12/2015 Prévisions actualisées	Variation en niveau	Variations en pourcentage %
Avoirs extérieurs nets	1 784,7	2 429,9	645,2	36,2
·BCEAO	1 558,9	2 204,1	645,2	41,4
·Banques	225,8	225,8	0,0	0,0
Crédit intérieur	4 936,7	5 106,4	169,7	3,4
Dont Position Nette du Gouvernement	1 490,3	1 378,4	-111,9	-7,5
Dont Crédit à l'économie	3 446,4	3 728,0	281,6	8,2
Masse monétaire	6 363,8	7 178,7	814,9	12,8
Circulation fiduciaire	1 877,5	2 039,3	161,8	8,6
Dépôts en banques	4 486,3	5 139,4	653,1	14,6
Autres éléments nets	357,6	357,6	0,0	0,0

Source : BCEAO

III- LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES A FIN 2015

La situation des finances publiques bénéficierait d'un environnement favorable et des efforts d'assainissement de l'économie engagés par le Gouvernement. Toutes les prévisions financières sont donc soutenues par la poursuite de la mise en œuvre de la politique de réformes pour le renforcement de la transparence dans la gestion des Finances Publiques, notamment la gestion de la dette, les procédures d'exécution et de clôture budgétaire, les procédures de passation de marché. Ces actions devraient permettre l'optimisation du recouvrement des recettes et la rationalisation des exonérations.

III.1- La situation de recouvrement des recettes globales et dons

L'évolution favorable de la conjoncture économique nationale combinée à la mobilisation des concours extérieurs devraient permettre d'accroître les ressources publiques de l'Etat pour faire face aux croissantes dépenses d'investissements.

Les recettes totales et dons sont alors estimées à 3 903,5 milliards (20,7% du PIB) contre 3 329,3 milliards en 2014 (19,4% du PIB), soit une hausse de 610,2 milliards (+18,5%). Ils se décomposent en recettes de l'Etat pour 3 527 milliards et en dons pour 376,5 milliards.

III.1.1- Les recouvrements de recettes fiscales

La bonne performance attendue des recettes publiques serait rendue possible grâce au bon niveau des recettes fiscales qui passerait de 2 573,3 milliards en 2014 à 2 934,4 milliards en 2015. Ces recettes seraient composées essentiellement de la fiscalité intérieure (de 1 344,2 milliards en 2014 à 1 509,5 milliards en 2015) et de la fiscalité de porte (de 1 229 milliards en 2014 à 1 424,9 milliards en 2015).

Ces bons niveaux de recouvrement s'expliqueraient principalement par la relance et la consolidation des activités économiques, ainsi que la mise en œuvre satisfaisante des mesures fiscales.

Au niveau de la DGI, l'impôt BIC hors pétrole est estimé à 251,1 milliards contre 226,6 milliards en 2014. Cette bonne tenue pourrait s'expliquer par les efforts des services en matière de lutte contre la fraude et la création des Centres des Moyennes Entreprises ainsi qu'à l'élargissement de l'assiette en lien avec la politique du développement du secteur privé.

L'impôt sur les revenus et salaires sont projetés à 382,4 milliards en 2015 après s'être établi à 323,5 milliards en 2014. Cette projection tient compte de l'amélioration du marché de l'emploi, des revalorisations salariales, l'application effective de l'augmentation du SMIG ainsi que de la poursuite des efforts de recouvrement des arriérés et le renforcement des contrôles (fiscaux et administratifs).

La TVA devrait passer de 255,5 milliards en 2014 à 279,3 milliards en 2015 en liaison avec la bonne tendance de l'économie, la croissance de la consommation, le recouvrement d'arriérés et le renforcement du contrôle fiscal ainsi que la gestion rationnelle des exonérations et l'élargissement de l'assiette fiscale.

Les droits d'enregistrement et timbres connaîtraient une hausse significative grâce au relèvement du taux du droit d'enregistrement qui passe de 1,28% à 3%, puis à 3,32% et à la hausse du cours international du cacao. Les droits d'enregistrement sur le café et le cacao se situeraient à 84,8 milliards en 2015 contre une réalisation de 38 milliards en 2014, soit une augmentation de 123%.

Les taxes sur les télécommunications sont estimées à 50,9 milliards en cette année 2015 grâce à la croissance observée dans le secteur de la téléphonie, la hausse des consommations téléphoniques et les actions de contrôle et de lutte contre la fraude.

Au niveau du Trésor, les estimations sont à la baisse avec 7,4 milliards attendus en 2015 contre 8,3 milliards réalisés en 2014, soit un repli de 0,9 milliard. Cette baisse serait imputée aux impôts directs qui se chiffrent à 6,2 milliards contre 7,1 milliards l'année dernière. Les impôts sur biens et services resteraient inchangés par rapport à leur niveau de 2014, soit 1,2 milliard.

Concernant la DGD, les taxes sur les produits pétroliers sont attendues à 261,5 milliards en 2015 après 169,7 milliards atteints en

2014, en lien avec les mises à la consommation d'importants volumes de gasoil et de super carburant et d'un niveau de taxation prévisionnel de 109,36 FCFA/litre sur le gasoil et de 209,77 FCFA/litre sur le super carburant.

Les taxes sur les marchandises générales passeraient de 670,6 milliards en 2014 à 720,5 milliards en 2015 en raison d'un taux de croissance du commerce extérieur de 5,6%, d'un ratio de mise à la consommation en droit commun estimé à 49% et d'un taux moyen d'imposition de 26,6% suite à l'application du TEC CEDEAO.

Quant aux taxes à l'exportation, elles pourraient s'établir à 374,9 milliards contre une réalisation de 325,2 milliards en 2014 sous la houlette de l'agriculture d'exportation notamment la hausse attendue de la production de cacao.

III.1.2-Les recouvrements de recettes non fiscales

Les recettes non fiscales sont projetées à 592,6 milliards en 2015 contre 416,1 milliards en 2014, soit une hausse de 176,5 milliards. Cette hausse importante attendue serait due aux autres recettes non fiscales notamment les taxes sur les télécommunications (+97,7 milliards).

III.1.3-Les dons

Les dons projet et programme devraient fortement contribuer l'augmentation significative des ressources de l'Etat. Ils sont ainsi attendus à 376,5 milliards en 2015 après une réalisation de 304 milliards en 2014. Ils comprendraient 222,9 milliards de dons-projets et 153,6 milliards de dons-programme constitués essentiellement de financement au titre du C2D (147,6 milliards). Cette bonne mobilisation des ressources extérieures serait le signe de la pleine reprise de la coopération avec les PTF.

Tableau 12: Recettes fiscales 2013 à 2016 par régies financières (optique TOFE)

En milliards de Francs CFA	2013			2014			2015			2016		
	Réalisation	Evolution %	% PIB	Réalisation	Evolution %	% PIB	Estimation	Evolution %	% PIB	Prévision	Evolution %	% PIB
<u>DGI</u>	<u>1 295,80</u>	<u>3,1</u>	<u>8,4</u>	<u>1 335,9</u>	<u>3,1</u>	<u>7,9</u>	<u>1 502,1</u>	<u>12,4</u>	<u>8,0</u>	<u>1 704,8</u>	<u>13,5</u>	<u>8,1</u>
Impôts directs	759,7	6,1	4,9	733,9	-3,4	4,3	810,6	10,5	4,3	893,0	10,2	4,2
dont Impôts sur bénéfices	368,6	-6,6	2,4	335,5	-9,0	2,0	339,2	1,1	1,8	374,1	10,3	1,8
Impôts sur revenus et salaires	314,7	21,0	2,0	323,5	2,8	1,9	382,4	18,2	2,0	421,1	10,1	2,0
Impôts indirects	536,2	-0,8	3,5	602,0	12,3	3,6	691,5	14,9	3,7	811,8	17,4	3,8
dont TVA	228,4	16,3	1,5	255,5	11,8	1,5	279,3	9,3	1,5	323,2	15,7	1,5
Droit d'enregistrement café - cacao	27,4	-63,1	0,2	38,0	38,8	0,2	84,8	123,0	0,4	136,3	60,7	0,6
Patentes et licences	11,1	29,1	0,1	9,0	-18,6	0,1	10,4	15,0	0,1	11,7	12,5	0,1
Taxes d'exploitation pétrolière	60,7	-34,1	0,4	39,6	-34,8	0,2	29,0	-26,9	0,2	29,9	3,3	0,1
<u>TRESOR</u>	<u>7,1</u>	<u>10,9</u>	<u>0,0</u>	<u>8,3</u>	<u>17,5</u>	<u>0,0</u>	<u>7,4</u>	<u>-11,3</u>	<u>0,0</u>	<u>6,4</u>	<u>-13,5</u>	<u>0,0</u>
Impôts directs	5,9	31,1	0,0	7,1	21,0	0,0	6,2	-13,2	0,0	5,3	-14,5	0,0
Impôts indirects	1,2	-36,8	0,0	1,2	0,3	0,0	1,2	-0,2	0,0	1,1	-8,3	0,0
<u>DGD</u>	<u>1 105,70</u>	<u>16,4</u>	<u>7,2</u>	<u>1 229,0</u>	<u>11,2</u>	<u>7,3</u>	<u>1 424,9</u>	<u>15,9</u>	<u>7,5</u>	<u>1 525,4</u>	<u>7,0</u>	<u>7,2</u>
Taxes hors produits pétroliers	660,7	8,5	4,3	734,1	11,1	4,3	788,5	7,4	4,2	844,4	7,1	4,0
Taxes sur produits pétroliers	145,9	31,0	0,9	169,7	16,3	1,0	261,5	54,1	1,4	268,4	2,5	1,3
Taxes à l'exportation	299,2	30,1	1,9	325,2	8,7	1,9	374,9	15,3	2,0	412,7	10,1	2,0
			0,0			0,0			0,0			0,0
RECETTES FISCALES	2 408,70	8,8	15,6	2 573,3	6,8	15,2	2 934,4	14,0	15,5	3 236,6	10,3	15,38

Sources : DGTCP, DGD, DGE/DCPE

⁸ Dans le Budget 2016, les recettes fiscales qui prennent en compte les recettes affectées aux Collectivités et autres structures étatiques ressortiraient à 16,3% du PIB

Tableau 13: Recettes totales et dons 2013 à 2016

(en milliards de FCFA)	2013		2014		2015		2016	
	Réalisation	% PIB	Réalisation	% PIB	Estimation	% PIB	Prévision	% PIB
Recettes fiscales	2408,6	15,6	2573,3	15,2	2934,4	15,5	3236,6	15,3
Recettes non fiscales	429,5	2,8	416,1	2,5	592,6	3,1	625,2	3,0
Cotisations de sécurité sociale	307,3	2,0	340,7	2,0	386,5	2,0	407,4	1,9
Autres recettes non fiscales	122,2	0,8	75,4	0,4	206,1	1,1	217,8	1,0
<i>Recettes non fiscales du Trésor</i>	62,8	0,4	27,6	0,2	31,3	0,2	37,2	0,2
<i>Redevance de téléphonie cellulaire</i>	9,9	0,1	7,3	0,0	105,0	0,6	150,0	0,7
<i>Autres recettes (y/c Bonus de signature)</i>	49,5	0,3	40,5	0,2	69,7	0,4	30,6	0,1
TOTAL DONS	201,4	1,3	304,0	1,8	376,5	2,0	366,1	1,7
Dons-projets	96,2	0,6	137,0	0,8	222,9	1,2	218,5	0,6
Dons-programmes	105,2	0,7	167,0	1,0	153,6	0,8	147,6	0,7
dont CDD	98,4	0,6	147,6	0,9	147,6	0,8	147,6	0,6
RECETTES TOTALES HORS DONS	2838,1	18,4	2989,4	17,7	3527,0	18,7	3861,8	18,3
RECETTES TOTALES ET DONS	3039,5	19,7	3293,3	19,4	3903,5	20,7	4227,9	20,09

Sources : DGTCP, DGBF, DGE/ DCPE

⁹ Dans le Budget 2016, les recettes totales et dons qui prennent en compte les recettes affectées aux Collectivités et autres structures étatiques ressortiraient à 21,0% du PIB

III.2- L'exécution des dépenses totales et prêts nets

La politique des finances publiques en matière de dépenses viserait la maîtrise des charges de fonctionnement afin de dégager une marge substantielle au profit des investissements. Ainsi, les dépenses totales et prêts nets s'établiraient à 4 579,8 milliards en 2015 (24,3% du PIB) contre 3 669,6 milliards en 2014.

III.2.1- Les dépenses courantes

Les dépenses courantes devraient s'afficher à 2 769,3 milliards en 2015 contre 2 369,5 milliards en 2014, soit un dépassement de 399,7 milliards. Ce dépassement serait essentiellement imputable aux dépenses de personnel qui atteindraient 1 328,4 milliards (+145,1 milliards par rapport à 2014).

Les dépenses de personnel, estimées à 1 328,4 milliards contre 1 183,3 milliards en 2014, tiendraient compte de la reprise des avancements indiciaires tous les deux ans, du réajustement du taux de cotisation de la charge patronale de l'Etat de 19% à 16,67%; des recrutements dans les secteurs clés tels que l'éducation et la santé et de l'amélioration de la gestion des effectifs. Cette évolution de la masse salariale ne respecte certes pas la norme communautaire toutefois ce niveau de dépenses est compatible avec les objectifs définis dans la stratégie de maîtrise de la masse salariale. En effet, la masse salariale en 2015 représenterait 45,3% des recettes fiscales, au-dessus de la norme communautaire fixée à 35%.

Les subventions et transferts accordés par l'Etat à certains de ses démembrés et organismes extérieurs sont estimés à 396,8 milliards en 2015 après un niveau de 304,1 milliards en 2014. Ces subventions seraient destinées notamment aux écoles privées pour la prise en charge des frais d'écolage des élèves et étudiants affectés par l'Etat, aux Etablissements Publics Nationaux pour mettre en

œuvre certaines missions spécifiques de l'Etat et à la filière coton pour soutenir le prix des intrants agricoles. Elles seraient allouées, au secteur électricité dans le but de faire face à la demande d'électricité de plus en plus forte pour accompagner la croissance de l'activité économique, aux Collectivités Décentralisées¹⁰ pour soutenir la politique de décentralisation de l'Etat, aux Ambassades et représentations à l'étranger pour prendre en compte notamment l'impact financier de la réforme de la diplomatie et aux élèves et étudiants au titre des bourses, des kits scolaires et frais de transport.

Les dépenses de fonctionnement ressortiraient à 771,3 milliards en 2015 contre 617,4 milliards en 2014, soit une hausse de 24,9%. Ces dépenses prendraient en compte l'impact de la hausse des tarifs d'électricité à compter de juillet 2015. Elles prennent également en compte les consommations attendues en eau, téléphone et électricité de la création de nouveaux services déconcentrés, de l'extension du réseau d'électrification rurale et de l'éclairage public.

III.2.2- Les dépenses d'investissement

Le renforcement des dépenses d'investissement devrait permettre au Gouvernement de poursuivre sa politique de croissance économique à travers la mise en œuvre du PND II en vue de l'atteinte de l'émergence du pays à l'horizon 2020. Les projets d'investissements se chiffreraient à 1 353,3 milliards contre 994,2 milliards en 2014.

Ces investissements reflèteraient les priorités du Gouvernement en matière d'amélioration du cadre de vie des populations et de renforcement des bases de la croissance économique. Ainsi, 132 milliards seraient prévus pour la réalisation de projets phares du

¹⁰ Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique de décentralisation et du développement local, le Gouvernement a procédé à la création de 31 régions, 2 districts autonomes et 197 communes.

Programme Présidentiel d'Urgence. La part du financement des projets sur concours extérieurs est prévue à 622,1 milliards, en hausse de 61,1% par rapport à 2014.

III.2.3- Les dépenses de sécurité

Les dépenses de sécurité sont estimées à 95,1 milliards en 2015 après s'être établies à 62,2 milliards un an plutôt. Ces dépenses comprendraient principalement les consultations électorales (49,6 milliards), les opérations au titre des activités du Conseil National de Sécurité (CNS) (24,1 milliards) et de l'Autorité de Désarmement de Démobilisation et de Réinsertion (ADDR) (15,1 milliards).

Au total, l'année 2015 enregistrerait un solde budgétaire global déficitaire de 676,3 milliards (-3,6% du PIB) contre 376,2 milliards (-2,2% du PIB) en 2014. Le financement de ce déficit serait couvert notamment par les ressources à mobiliser sur les marchés monétaire et financier d'une valeur estimée à 1 224,1 milliards dont 584,8 milliards d'Eurobond et 150 milliards pour le SUKUK.

Tableau 14: Dépenses totales de l'Etat 2013-2016

(en milliards de FCFA)	2013		2014		2015		2016	
	Réalisation	% PIB	Réalisation	% PIB	Estimation	% PIB	Prévision	% PIB
Personnel	1038,9	6,7	1183,3	7,0	1328,4	7,0	1428,9	6,8
Prestations sociales	252,2	1,6	258,4	1,5	264,3	1,4	275,6	1,3
CNPS	113,9	0,7	120,0	0,7	121,7	0,6	130,6	0,6
CGRAE	138,4	0,9	138,4	0,8	142,6	0,8	145,0	0,7
Subventions et transferts	325	2,1	304,1	1,8	396,8	2,1	372,9	1,8
Dépenses de fonctionnement	517,9	3,3	617,4	3,6	771,3	4,1	831,1	3,9
Dépenses du budget de l'Etat	314,0	2,0	375,7	2,2	498,8	2,6	555,2	2,6
Autres dépenses de fonctionnement	203,9	1,3	241,7	1,4	272,5	1,4	275,9	1,3
Dépenses sociales ciblées	6,4	0,0	6,3	0,0	8,5	0,0	6,8	-1,7
Dépenses d'investissement	934,2	6,0	994,2	5,9	1353,3	7,2	1614,1	7,6
Sur ressources internes	618,0	4,0	608,1	3,6	731,2	3,9	955,9	4,5
Sur ressources externes	316,2	2,0	386,1	2,3	622,1	3,3	658,2	3,1
Dépenses de sécurité	75,4	0,5	62,2	0,4	95,1	0,5	39,1	0,2
Sur ressources internes	68,5	0,4	53,2	0,3	83,4	0,4	39,1	0,2
Sur ressources externes	6,8	0,0	9,0	0,1	11,7	0,1	0,0	0,0
Dépenses liées aux déchets toxiques	5,0	0,0	0,0	0,0	31,4	0,2	0,0	0,0
Transferts en capital	15,9	0,1	32,4	0,2	26,7	0,1	57,0	0,3
Intérêts dus sur la dette	214,8	1,4	213,6	1,3	304,1	1,6	319,4	1,5
Sur dette intérieure	115,6	0,7	119,5	0,7	156,1	0,8	149,6	0,7
Sur dette extérieure	99,1	0,6	94,2	0,6	148,0	0,8	169,8	0,8
Prêts nets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DEPENSES PRIMAIRES (hors intérêts et déchets Toxiques)	3 165,9	20,5	3 456,0	20,4	4 244,3	22,5	4 625,6	21,9
DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS	3 385,6	21,9	3 669,6	21,7	4 579,8	24,3	4 945,0	23,4

Sources : DGTCP, DGBF, DGE/DCPE

III.3- La dette publique

L'exécution du *service de la dette publique* à fin 2015, devrait ressortir à 1315,1 milliards contre 1295,6 milliards prévus, et 1176,2 milliards un an plutôt, soit une hausse de 11,9% par rapport à 2014. Il représente 7% du PIB et 37,3% des recettes intérieures contre respectivement 6,9% et 39,3% en 2014. Il comprend 459,6 milliards de dette extérieure et 855,5 milliards de dette intérieure. Ce niveau de service devrait être exécuté sans accumulation d'arriérés.

Projeté à 856,9 milliards, le service de la dette intérieure devrait se chiffrer à 855,5 milliards en 2015, en ligne avec le niveau projeté. Ce service qui devrait être entièrement remboursé, comprend 634,6 milliards de service sur les titres émis sur les marchés monétaire et financier qui se compose de 274,3 milliards de bons du Trésor dont 10 milliards d'intérêts précomptés sur les nouvelles émissions, 189,9 milliards d'obligation du Trésor et 170,5 milliards d'emprunts obligataires. Les remboursements hors titres de marché devraient se chiffrer à 220,9 milliards et se répartissent comme suit :

- 37,6 milliards au profit de la BCEAO dont 30,9 milliards pour le compte des DTS et 6 milliards sur la restructuration des avances statutaire.
- 58,6 milliards au profit des banques commerciales dont 12,1 milliards à la BICICI pour le compte de la dette « financement de sortie de crise », 10,5 milliards au profit de BIAO Côte d'Ivoire et ses filiales, 8 milliards à la BACI pour les titres SIR rachetés, 7 milliards à la BICICI pour la titrisation SIR, 7,2 milliards sur divers financements restructurés, 6 milliards pour la CNCE et 4,9 milliards à la BNI.
- 122,9 milliards au niveau du secteur non bancaire, dont 38,6 milliards de cession que la SIR a réalisé au profit de la BACI,

25,7 milliards remboursés au profit de PFO, 24,2 milliards pour le compte de la dette titrisée CNPS, 15,2 milliards payés à la SIR, 7,1 milliards de titres spécial FNI et 3,9 milliards sur la dette RAIDCO.

En plus, à fin juillet 2014, l'Etat a apuré les arriérés à hauteur de 17,6 milliards dont 14,3 milliards à la PETROCI.

En ce qui concerne le service dû au titre de la dette extérieure, il devrait ressortir à 459,6 milliards à fin décembre 2015 contre une prévision initiale de 438,6 milliards. Il devrait être exécuté sans accumulation d'arriérés. Ce service représente 5,9% de la valeur des exportations contre 4,6% en 2014 et se compose comme suit :

- 58 milliards pour les créanciers Multilatéraux dont 28,5 milliards pour le FMI, 7,7 milliards pour la BEI, 7,3 pour la BID, 5,2 milliards pour la BOAD, 2 milliards pour l'UEMOA et 2 milliard pour la BM ;
- 205,9 milliards pour le Club de Paris dont 147,6 milliard au titre du C2D ;
- 13,9 milliards pour les autres créanciers bilatéraux ;
- 131,3 milliards pour les commerciaux dont 126,1 milliards d'intérêts Eurobonds et 50,4 milliards au titre des charges exceptionnelles.

Tableau 15: Situation d'exécution du service de la dette publique en 2015

	Service dû prévisionnel	Service dû révisé
BCEAO	38,16	37,64
Banques commerciales	55,59	58,57
Secteur non bancaire	120,44	122,93
Bons du Trésor	274,85	274,28
Obligations du Trésor	186,38	189,94
Emprunts Obligataires	176,58	170,45
Frais et commissions	4,85	1,75
TOTAL DETTE INTERIEURE	856,85	855,56
Multilatéraux	54,52	58,01
Club de Paris	210,79	205,94
Autres bilatéraux	16,67	13,90
Commerciaux	130,65	131,27
Charges Exceptionnelles	25,97	50,45
TOTAL DETTE EXTERIEURE	438,60	459,56
TOTAL SERVICE DE LA DETTE	1295,45	1315,12

Sources: DGTCP, DGE/DCPE

Tableau 16: Service de la dette publique réglé 2013-2015

En milliards sauf indication	2013	2014	2015
SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE	242,50	337,60	459,56
% PIB	2,2%	2,0%	2,4%
% des recettes intérieures	11,9%	11,3%	13,0%
%des recettes d'exportation	5,0%	4,6%	5,9%
SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE	741,40	838,50	855,54
% PIB	4,8%	5,0%	4,5%
% des recettes intérieures	25,8%	28,0%	24,3%
TOTAL SERVICE DE LA DETTE	983,90	1176,10	1315,10
% PIB	6,3%	6,9%	7,0%
% des recettes intérieures	34,2%	39,3%	37,3%

Sources : DGTCP, DGE/DCPE

IV.- LA MISE EN ŒUVRE DES REFORMES EN 2015

Afin de consolider un environnement des affaires propice et d'assurer un cadre macroéconomique stable, le Gouvernement poursuivra plusieurs actions notamment :

- la mise en place d'une cellule d'information des opérateurs économiques (CELIOPE) dont le rôle consiste à informer les acteurs sur les procédures de passation de marchés, d'exécution des dépenses publiques et sur l'existence de crédits budgétaires sous-tendant d'éventuels engagements dans le but de prévenir la constitution de passifs ;
- le plafonnement à 1,5% des frais financiers afférents à la caution provisoire contre 3% initialement ;
- la réduction des pièces administratives requises pour les PME dans le cadre de leur participation aux appels d'offres. Ainsi, l'attestation de régularité fiscale et l'attestation de régularité sociale ne sont plus exigées comme conditions préalables de participation aux appels d'offres.

D'autres mesures importantes ont été prises et sont en cours de mise en œuvre à savoir :

- Le Gouvernement a procédé à l'ajustement des tarifs d'électricité dès le 1^{er} juillet 2015 pour garantir l'équilibre financier du secteur à partir de 2016 et accroître l'offre.
- Les textes ont été pris pour la réorganisation de la Direction de la Dette Publique. Le nouvel organigramme consacre une réorganisation de la structure en front, middle et back office. Il favorisera une meilleure gestion des opérations de la dette. Par ailleurs, une base préliminaire de données sur l'endettement des entreprises publiques a été constituée.
- Le cadre institutionnel pour la mise en œuvre de la stratégie

de développement du secteur financier a été adopté. Avec la mise en place des organes, l'exécution du programme s'accélère, notamment avec l'aide de la Banque Mondiale.

- Le Gouvernement compte rendre plus dynamique le marché primaire d'émission avec la mise en place des Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVT) qui facilitera à terme, le développement d'un marché secondaire entre les opérateurs économiques. Ainsi, dix (10) candidatures ont été retenues dont sept (7) établissements de crédit et trois (3) sociétés de gestion et d'intermédiation. L'octroi des agréments en qualité de SVT est prévu au cours du premier semestre 2016.
- Les efforts pour la mise en place d'une gestion centralisée des comptes de l'Etat seront poursuivis. Le Gouvernement a décidé de mettre en place le Compte Unique du Trésor (CUT), pour assurer la disponibilité des informations en temps réel sur la liquidité de la trésorerie publique.
- S'agissant de la dette, comme recommandé par les standards internationaux, un projet de Stratégie de Gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT 2016-2020), déjà élaboré attend d'être adopté par le Gouvernement. Cette stratégie sera reconfortée par la réalisation d'une Analyse de Viabilité de la Dette qui se tiendra avant la fin de l'année.

TROISIEME PARTIE : PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES POUR 2016

I. LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES POUR L'ANNEE 2016

I.1- L'environnement économique international

La croissance mondiale en 2016¹¹ devrait s'affermir pour atteindre 3,8% contre 3,3% 2015, en relation avec le rebond de l'activité dans plusieurs pays.

Dans les pays avancés, la croissance passerait de 2,1% en 2015 à 2,4% en 2016, en lien avec les facteurs d'accélération de la consommation et de l'investissement aux États-Unis — à savoir la croissance des salaires, la situation du marché de l'emploi, l'aisance des conditions financières, la baisse des prix des carburants et l'affermissement du marché immobilier — qui demeureraient intacts.

En 2016, la croissance dans les pays émergents et les pays en développement remonterait à 4,7%, principalement du fait de l'amélioration prévue de la situation économique dans plusieurs pays, notamment la Russie et quelques pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

¹¹ WEO juillet 2015, FMI

Tableau 17: Cours des matières premières de 2014 à 2016

PRODUITS EN CFA	2014	2015	2016 (prév)
Café (F CFA/kg)	1 149,4	1 164,9	1 066,7
Cacao (F CFA/kg)	1 511,9	1 866,2	1 929,7
Coton (F CFA/kg)	904,5	888,7	853,6
Caoutchouc (F CFA/kg)	966,0	1 082,1	1 221,1
Huile de palme	365,0	352,4	355,3
Pétrole brut (F CFA/baril)	47 510,6	33 160,5	35 059,6
Or (F CFA/once)	625 032,1	697 946,4	685 967,1

Sources : Banque Mondiale, FMI (WEO) DGE/ DCPE

I.2- L'environnement national

2016 est la première année de la période post PND 2012-2015 et devrait s'inscrire dans la continuité conformément à la politique de développement du Gouvernement. Le taux de croissance projeté en 2016 est de 9,8%. Au regard des leçons tirées de la gestion de ce PND, un autre plan portant sur la période 2016-2020 devrait tracer les sillons de l'émergence à l'horizon 2020.

I.2.1- Du côté de l'offre

L'offre serait stimulée par une consolidation de la croissance de ses différents secteurs à savoir primaire (5,2%), secondaire (15,7%) et tertiaire (9,5%) par rapport à 2015.

1.2.1.1- Le secteur primaire

Le secteur primaire, qui devrait croître de 5,2% en 2016, serait tiré par l'agriculture vivrière (+9,5%). Il bénéficierait des investissements dans le secteur agricole à travers la mise en œuvre du PNIA. La redynamisation des organisations professionnelles dans les secteurs du vivrier devrait contribuer à la croissance des différentes spéculations. Par ailleurs, les projections dans le domaine agricole tablent sur un meilleur traitement phytosanitaire des plantations et du verger ainsi qu'une amélioration des routes de desserte et des prix rémunérateurs.

1.2.1.2- Le secteur secondaire

Le secteur secondaire, avec une projection de 15,7% en 2016, serait soutenu par l'agroalimentaire (+8%), les BTP (+25%), les autres industries manufacturières (+9,8%), l'extraction minière (+11,4%) et l'énergie (+45%).

L'activité industrielle profiterait d'une part des facilités issues du code des investissements, des Partenariats Public - Privé (PPP) pour l'augmentation des capacités, des nouvelles installations et d'autre part, d'une dynamique des demandes intérieure et extérieure.

La croissance du secteur minier serait basée sur les investissements dans le domaine de l'exploration, de développement et d'entretien des puits pétroliers et mines existants. Ces activités s'appuieraient sur les facilités des codes minier et pétrolier. La plupart des effets notables sur la production seraient envisagés pour le moyen et long termes. Toutefois, il est escompté une remontée de la production pétrolière à partir de l'année 2016.

1.2.1.3- Le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire tirerait avantage de la vigueur du secteur secondaire pour évoluer à 9,5% en 2016 grâce à l'ensemble de ses composantes. Les investissements dans le secteur des télécommunications pour la couverture nationale (fibre optique), le désenclavement des contrées reculées par la construction de routes et des ponts, les investissements dans les différents ports et aéroports, la mise en service des hôtels en construction depuis 2011 soutiendraient la croissance des activités tertiaires dans leur ensemble.

1.2.1.4- Les droits et taxes

Les droits et taxes poursuivraient leur tendance à la hausse pour s'établir à 9% en 2016. Cette évolution serait soutenue par le raffermissement de la consommation des ménages qui bonifierait la TVA et la hausse du volume des produits d'exportation.

1.2.1.5- Le secteur non marchand

Le secteur non marchand se consoliderait à 8,9% en 2016 contre 4,9% estimé en 2015. Cette croissance serait le fait de la mise en œuvre des politiques de scolarisation obligatoire et de la couverture maladie universelle qui nécessiteraient des recrutements exceptionnels dans le secteur Education-Santé ainsi que l'augmentation des effectifs de la fonction publique.

I.2.2- Du côté de la demande

La demande bénéficierait de la croissance économique et des politiques d'amélioration des revenus des ménages initiées par le Gouvernement.

Les investissements, qui devraient croître de 16,7%, seraient soutenus par la poursuite des chantiers publics (infrastructures socioéconomiques, logements sociaux, etc.) et le renforcement des outils de production dans les secteurs manufacturier et de la construction. Le taux d'investissement global ressortirait à 20,2% du PIB contre 18,7% en 2015. Le taux d'investissement public serait de 7,8% tandis que celui du privé serait de 12,5%.

Quant à la consommation finale (8,6%), elle bénéficierait de la hausse des revenus des ménages et de la création d'emplois.

Les importations devraient s'élever à 12,5% sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. Les exportations seraient en hausse de 6,9% en raison de la bonne tenue des productions agricoles, minières, pétrolières et des produits transformés.

L'inflation serait contenue à 2,1%, en dessous de la norme communautaire de 3%, grâce à l'accroissement de l'offre de produits alimentaires, à un meilleur approvisionnement des marchés et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.

Tableau 18 : Cadrage macro-économique 2013-2016

Croissance en volume en %	2013	2014	2015	2016 (prév.)
PIB réel	9,2	8,5	9,5	9,8
Secteur Primaire	6,9	12,0	7,4	5,2
Secteur Secondaire	8,8	3,7	12,7	15,7
Secteur Tertiaire	9,6	10,2	9,5	9,5
Secteur non marchand	3,1	7,7	4,9	8,9
Consommation finale	5,7	10,0	10,6	8,6
FBCF	31,8	16,0	26,5	16,7
Exportation de biens et services	5,7	4,1	7,4	6,9
Importation de biens et services	5,8	3,8	11,3	12,5
Déflateur du PIB	2,5	0,9	1,8	1,9

Source : DGE/ DCPE

I.2.3.- La balance des paiements

Les projections de la balance des paiements en 2016 tablent sur **un solde global** excédentaire de 300 milliards, en recul par rapport au niveau de 2015 (645,2 milliards), en raison de la dégradation du compte des transactions courantes (-333,3 milliards). Ce déficit du compte courant proviendrait du creusement du solde déficitaire des services et de ceux des revenus primaire et secondaire.

La balance des biens devrait être caractérisée par une dynamique haussière des importations, en lien avec la mise en œuvre du deuxième Plan National de Développement (2016-2020). En effet, l'exécution de ce plan, guidée par de vastes programmes d'investissements publics et privés, devrait induire d'importants besoins en biens d'équipement, en biens intermédiaires ainsi que des approvisionnements en produits pétroliers pour soutenir la croissance économique.

Les soldes structurellement déficitaires **des services et du revenu primaire** devraient s'aggraver, en liaison avec la hausse des paiements dus aux non-résidents au titre du fret, des autres services et des revenus d'investissement. De même, le solde **du revenu secondaire** devrait se dégrader sous l'effet de l'augmentation des montants reversés aux instances sous-régionales au titre des prélèvements communautaires et de l'augmentation des transferts des migrants à destination de l'étranger.

Le compte de capital enregistrerait un solde positif (218,6 milliards) sous l'effet des dons projets entrants.

Le compte financier devrait enregistrer un solde négatif (-414,7 milliards) en lien notamment avec les flux des investissements directs étrangers et des investissements de portefeuille entrants.

Tableau 19 : Balance des paiements 2014-2016

En milliards de F CFA	2014	2015	2016 (prév.)
Compte des transactions courantes	248,8	-34,6	-333,3
Biens	1 911,7	1 847,1	1 753,1
Services	-1 006,2	-1 104,4	-1 226,8
Revenus	-462,7	-540,4	-581,9
Transfert courants	-194,1	-236,9	-277,6
Compte de capital et d'opérations financières	296,6	-233,9	-196,1
Transferts de capital	137,0	222,9	218,6
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers	0,0	0,0	0,0
Investissements directs	-224,0	-249,7	-279,4
Investissements de portefeuille	-448,6	-704,5	-294,8
Autres investissements	832,2	497,4	159,5
Erreurs et omissions nettes	0	0	0
Solde global	226,2	645,2	300,0
Variation des AEN	-226,2	-645,2	-300,0
Financement exceptionnel	0	0	0

Source : BCEAO, DGE/ DCPE

I.2.4.- La situation monétaire

L'équilibre monétaire projeté en 2016 serait marqué par un accroissement des avoirs extérieurs nets (+80,0 milliards) et du crédit intérieur de 12%. La masse monétaire devrait ainsi croître de 9,6% par rapport à fin 2015.

La consolidation des **avoirs extérieurs nets** serait en relation avec le rapatriement des recettes d'exportation et les afflux de capitaux

étrangers sous forme de dons programmes, de dons projets, d'investissements directs étrangers, de souscriptions aux titres publics émis sur les marchés de capitaux internationaux et de tirages publics sur ressources extérieures. Cette augmentation se constaterait uniquement au niveau des avoirs extérieurs de la Banque Centrale, ceux des banques resteraient stables.

La progression du **crédit intérieur** s'expliquerait par l'augmentation attendue des crédits à l'économie. La Position Nette du Gouvernement devrait continuer à s'améliorer sous l'effet de la baisse attendue de l'endettement net de l'Etat induite par les remboursements en faveur du système bancaire.

II. LES PERSPECTIVES DES FINANCES PUBLIQUES POUR L'ANNEE 2016

Les prévisions de recettes et de dépenses pour l'année 2016 sont basées sur un taux de croissance du PIB de 9,8%.

II.1- Les recettes totales et dons

Les recettes totales et dons passeraient de 3 903,5 milliards en 2015 à 4 227,9 milliards en 2016. Ils se décomposent en recettes fiscales (3 236,6 milliards), en recettes non fiscales (625,2 milliards) et en dons (366,1 milliards).

II.1.1- Les recettes fiscales¹²

Les recettes fiscales sont prévues à 3 236,3 milliards en 2016 contre 2 934,4 milliards en 2015. Les actions menées par le Gouvernement

pour améliorer le recouvrement des ressources seront poursuivies. Il s'agit notamment de la réorganisation de la Direction des Grandes Entreprises (DGE) ; du fonctionnement optimal de la procédure de télé déclaration instituée en 2015 ; de l'informatisation de la gestion des exonérations et des remboursements de crédits de TVA, de l'amélioration de la prise en charge des marchandises aux bureaux frontières, ainsi que de l'intensification de la lutte contre la fraude par l'installation des ponts bascules et la mise en service des nouveaux scanners.

Par régie financière, les projections se présentent comme suit :

Les recettes de la DGI sont projetées à 1 704,8 milliards et se décomposeront selon les principales natures d'impôts suivants de :

- **l'impôt BIC hors pétrole** qui passerait de 251,1 milliards en 2015 à 280,8 milliards en 2016, en relation avec le regain d'activité attendue en 2015 ;
- **l'impôt sur les revenus et salaires** qui devrait enregistrer en 2016, une hausse de 38,7 milliards par rapport au niveau attendu à fin 2015 pour se situer à 421,1 milliards compte tenu de la relance de la politique de l'emploi et des recrutements dans les secteurs sociaux de la santé et de l'éducation, de la politique de déblocage des avancements indiciaires dans l'administration publique ;
- **la TVA intérieure** est projetée à 323,2 milliards en 2016, en hausse de 43,9 milliards par rapport à 2015. Outre la prise en compte de l'accroissement de la consommation finale induite par la hausse des revenus, cette projection intègre les actions de renforcement des contrôles.

¹² n/c les recettes affectées des Collectivités et structures étatiques

Les recettes du Trésor sont prévus pour 6,4 milliards contre une estimation à fin 2015 de 7,4 milliards. Les impôts directs sont projetés à 5,3 milliards et les impôts sur biens et services sont projetés à 1,1 milliard.

Les recettes de la DGD, composées des taxes sur les produits pétroliers, des taxes sur les marchandises générales et des taxes à l'exportation, sont prévues pour s'établir à 1 525,4 milliards en 2016.

- **Les taxes sur les produits pétroliers** sont projetées en hausse en rapport avec l'augmentation des volumes de mise à la consommation de gasoil, de super carburant et de pétrole lampant. Ainsi pour 2016, ces taxes sont projetées à 268,3 milliards ;
- **Les taxes sur les marchandises générales** tiendraient compte de l'accroissement de l'importation des biens et services attendus, du renforcement de la lutte contre la fraude ainsi que la célérité dans les opérations de dédouanement. Ainsi, ces taxes ressortiraient à 770,8 milliards ;
- **Les taxes à l'exportation**, quant à elles, se situeraient à 412,7 milliards prenant essentiellement en compte l'évolution du volume et la taxation du café et du cacao.

II.1.2- Les recettes non fiscales

Les recettes non fiscales sont prévues à 625,2 milliards en 2016 contre 592,6 milliards en 2015, en tenant compte de l'impact de la réforme de la sécurité sociale et celui de la mise en œuvre de la stratégie de la masse salariale.

II.2- Les dons

S'agissant des dons, ils ressortiraient à 366,1 milliards en 2016 après un niveau attendu de 376,5 milliards en 2015 du fait de la prise en compte dans les prévisions financières seulement des projets ayant des conventions signées.

II.3- Les dépenses publiques¹³

Les dépenses totales et prêts nets sont estimés à 4 945 milliards en 2016 contre 4 579,8 milliards en 2015, soit une hausse de 365,2 milliards. Cette augmentation serait liée notamment à la prise en compte de la totalité de l'impact financier du déblocage des avances indiciaires de l'ensemble des fonctionnaires, de l'impact financier de la hausse des tarifs d'électricité instituée depuis juillet 2015. En outre, les investissements connaîtraient une hausse du fait de la mise en œuvre d'importants programmes tels que « l'école pour tous » avec notamment la construction et l'extension des Universités, la construction de 3000 classes.

II.3.1- Les dépenses courantes

Les dépenses courantes s'élèveraient à 2 915,4 milliards contre 2 769,3 milliards en 2015, soit une hausse de 5,3%. L'exécution projetée des principales composantes des dépenses courantes se déclinerait comme ci-après :

Les charges salariales devraient passer de 1 328,4 en 2015 à 1 428,9 milliards en 2016, soit une hausse de 100,5 milliards (+7,6%) pour prendre en charge les recrutements ordinaires ainsi que

¹³ n/c la contrepartie des recettes affectées qui ne figuraient pas dans les dépenses du TOFE

les impacts financiers de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de gestion de la masse salariale.

Les subventions et transferts sont projetés à 372,9 milliards en 2016. Ces subventions seront affectées essentiellement aux écoles privées, aux EPN, aux collectivités, au secteur électricité et à la filière coton.

II.3.2- Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement s'établiraient à 1 614,1 milliards en 2016 contre 1 353,3 milliards en 2015, soit une hausse de 260,8 milliards (+19,3%) prenant en compte les priorités du PND II traduites dans le PIP. Les financements sur ressources extérieures représenteraient 40,8%.

II.4- La dette publique

Au niveau de la dette publique, les prévisions de service pour 2016 se situent à 1 259,9 milliards dont 481,5 milliards pour la dette extérieure et 778,3 milliards pour la dette intérieure soit une baisse de 55,2 milliards par rapport au service estimé de 2015. Ce service représente 32,6% de recettes intérieures et 6% du PIB contre respectivement 37,3% et 7% en 2015.

S'agissant du service de la dette intérieure, il est prévu à 778,3 milliards contre une estimation de 855,5 milliards pour 2015. Ce service se compose de :

- 37,9 milliards pour la BCEAO ;
- 54,7 milliards pour les Banques commerciales ;
- 15,7 milliards pour le secteur non bancaire ;
- 160,7 milliards de bons du Trésor ;
- 299,5 milliards d'emprunts obligataires ;
- 204,9 milliards d'obligation du Trésor ;
- 4,9 milliards de commissions et frais sur les titres publics.

Concernant la dette extérieure, le service prévisionnel en 2016 est de 481,5 milliards, soit 5,9% des recettes d'exportation contre 4,3% en 2015. Il se répartit de la manière suivante :

- 68,8 milliards dus aux multilatéraux ;
- 202,9 milliards dus au Club de Paris dont 147,6 milliards de C2D ;
- 180,3 milliards dus aux commerciaux dont 175,2 milliards d'intérêts sur les Eurobonds ;
- 29,4 milliards dus aux autres bilatéraux ;
- 10,8 milliards dus au titre des charges exceptionnelles.

Le solde budgétaire global afficherait un déficit de 717,1 milliards (3,4% du PIB) en 2016 contre 3,6% en 2015. Ce déficit serait financé par les ressources mobilisées sur les marchés monétaire et financier sous régionaux prévues à 1 191,6 milliards et des appuis budgétaires de 70,1 milliards.

CONCLUSION GENERALE

Le Rapport Economique et Financier 2016 montre le chemin parcouru en termes d'acquis et de réalisations, dans la marche de la Côte d'Ivoire vers l'émergence.

Les efforts de redressement consentis ont donné des résultats probants et encourageants. En effet, le taux de croissance de l'économie s'est affiché à 10,7% en 2012, 9,2% en 2013 et 8,5% en 2014. Cette croissance s'établirait à 9,5% et 9,8% respectivement en 2015 et 2016, grâce notamment à la poursuite de l'exécution des principaux chantiers de l'Etat. Ces efforts devraient être renforcés quant à la nécessaire amélioration des conditions de vie des populations et de réduction des inégalités.

Les objectifs prioritaires assignés au Projet de Loi de Finances 2016 participent d'une logique de continuité des réformes et visent, notamment, la consolidation de la confiance dans l'économie nationale, l'amélioration de sa compétitivité, de son attractivité auprès de l'ensemble des acteurs nationaux et internationaux.

La transformation structurelle de l'économie multipliera les opportunités de création de richesses et d'emplois, notamment, si elle arrive à stimuler le développement d'une véritable vocation industrielle pour notre pays qui permettrait de renforcer sa compétitivité et d'augmenter la productivité, tout en améliorant ses performances globales dans l'agriculture et les services.

La mise en œuvre effective et efficace des réformes et le renforcement des partenariats public-privé permettraient de réduire les fragilités structurelles et de faire face aux chocs externes. En outre, les efforts de bonne gouvernance détermineront la mesure et la vitesse avec lesquelles des progrès réels et palpables pourraient être inscrits sur la voie de l'émergence économique et sociale à l'horizon 2020.

